



Chasse au Godard d'Abbittibbi, d'Éric Morin : odyssée de neige et de cuivre *Cahier Culture*

Le point sur les livres à l'étalage dans les allées **des grandes surfaces** *Cahier Livres*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CIV N° 243

LE DEVOIR, LES SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 OCTOBRE 2013

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

Des filles fabriquées ?

Il y a les « femmes en série ». Et celles qui choisissent de rentrer dans le moule pour mieux le faire craquer de l'intérieur.



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

« On ne naît pas femme, on le devient », disait Simone de Beauvoir. Des pin-up aux Femen, des mini-Miss aux Pussy Riot, des duchesses aux meneuses de claques, *Le Devoir* consacre un dossier à toutes ces « filles en série », sages ou subversives, qui font l'actualité au Québec et ailleurs. Que cachent ces femmes à la chaîne et que révèlent-elles sur notre propre monde ?

CATHERINE LALONDE

Comment se fabriquent les femmes machinées? La professeure de littérature à l'UQAM et romancière Martine Delvaux se penche sur la question dans *Les filles en série*, son dernier essai qui vient de sortir chez Remue-Ménage. « Quand j'ai commencé à penser à cette idée de « série de filles », explique-t-elle en entrevue, je

me suis mise à la repérer partout. C'est une image qui se démultiplie, presque à l'infini. Et pourtant, on a du mal à saisir ce qu'elle signifie. »

Des femmes et des bijoux

« Nous vivons dans un monde marchand, explique de son côté Mariette Julien, professeure à l'École supérieure de mode de l'UQAM, spé-

VOIR PAGE A 14 : FILLES

Dossier L'enfant n'est pas un jouet! Le projet de loi français interdisant les concours de mini-Miss est inspiré du Québec.

La femme-objet du désir. Questions à Mariette Julien, spécialiste de l'hypersexualisation, de la pub et de l'apparence. **Femen** ou l'art de combattre le feu par le feu. **Les duchesses contre-attaquent.** Les stéréotypes remâchés version 2013.

Pages A 6, A 7 et A 8

Un nouvel affront de Québec envers la métropole

Les quatre candidats à la mairie de Montréal dénoncent le projet de règlement sur les travaux autoroutiers

JEANNE CORRIVEAU

Une fois de plus, Québec fait preuve d'une attitude cavalière à l'égard de la métropole, estiment les quatre principaux candidats à la mairie de Montréal. Denis Coderre, Richard Bergeron, Marcel Côté et Mélanie Joly s'entendent pour condamner le projet de règlement du gouvernement qui lui permettra de réaliser des travaux autoroutiers sur le territoire montréalais sans tenir compte des objections de la Ville en matière d'environnement.

« C'est totalement indécent. Agir de cette façon-là, c'est un manque de respect pour la métropole. » Voilà les termes utilisés par Denis Coderre pour décrire l'initiative du gouvernement visant à écarter les villes du processus d'approbation environnementale des projets autoroutiers en milieu urbain. Rappelons que ce projet de règlement a fait l'objet d'une publication dans la *Gazette officielle du Québec* le 7 août dernier.

L'exemple Turcot

Le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, n'est pas plus tendre que son adversaire. Il a encore sur le cœur la façon dont s'y est pris le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour imposer à la Ville de Montréal son projet de reconstruction du complexe Turcot. « Il n'en est pas question. Ça voudrait dire que même le

VOIR PAGE A 14 : MONTRÉAL

AUJOURD'HUI



Politique Le sénateur Brazeau révèle avoir reçu une offre du gouvernement. Admettre sa responsabilité aurait pu lui valoir une punition moindre. *Page A 3*

Jardins Des outils pour passer l'hiver. Pour sa dernière chronique de la saison, Lise Gobeille propose de la lecture, des sites Internet et un voyage à saveur horticole. *Page D 6*



Avis légaux C 13
Carrières C 9
Décès C 12
Mots croisés D 4
Petites annonces C 12
Sudoku D 4

Le nouveau déhanchement d'Arcade Fire

Avec leur quatrième album, *Reflektor*, à paraître mardi après des mois d'effeuillage médiatique, les célèbres Montréalais du groupe Arcade Fire se réinventent dans un disque chargé, où le hochement de la tête est supplanté par le balancement des hanches. *Le Devoir* a discuté avec deux des polyvalents membres du groupe, Richard Reed Parry et Tim Kingsbury.

PHILIPPE PAPINEAU

Depuis 2003 déjà, Arcade Fire se réinvente. De ses balbutiements sur un mini-album jusqu'à son célèbre premier album *Funeral* — et ses dignes successeurs *Neon Bible* et *The Suburbs* —, le groupe évolue, bouge, dévie de sa trajectoire musicale, absorbe un paquet de sons et les intègre à son rock efficace, puissant et souvent noir. La mutation se poursuit sur *Reflektor*, et pas qu'un peu, alors que les Montréalais ont créé des chansons aux rythmes chauds, faits pour durer.

Il y a beaucoup de choses qui s'entrechoquent dans ce quatrième disque, que le groupe a rendu disponible dans son intégralité jeudi sur son compte YouTube, alors que les premières fuites illé-



Ce qui surprend le plus sur les 13 longues chansons de *Reflektor*, ce sont ces rythmes caribéens qui roulent et l'esprit de carnaval qui anime le plus récent disque d'Arcade Fire.

gales se produisaient sur le Web. Ce qui surprend le plus sur les 13 longues chansons de ce disque double, ce sont ces rythmes caribéens qui roulent, l'esprit de carnaval, la

VOIR PAGE A 14 : ARCADE

★★★★★
« QUELLE JUBILATION ! UNE COMÉDIE BIEN ÉCRITE, MISE EN SCÈNE AVEC INVENTION, INTERPRÉTÉE À LA PERFECTION ! »
POSITIF

★★★★★
« FANNY ARDANT EST IRRÉSISTIBLE. L'UN DE SES PLUS BEAUX RÔLES ! »
PREMIÈRE

★★★★★
« BOULEVERSAINT TRIO D'INTERPRÈTES DANS UNE CHRONIQUE D'UNE REVIGORANTE PERTINENCE. »
QUEST FRANCE

LES BEAUX JOURS
UN FILM DE MARIION VERNOUX

FANNY ARDANT LAURENT LAFITTE PATRICK CHESNAIS

Le Pacte métropole

À L'AFFICHE!
CONSULTEZ LES GUIDES-HORAIRES DES CINÉMAS

metropolefilms.com

Signature.ca

Les jours mémorables

TOUS LES VOLS DE SUNWING AIRLINES OFFRENT LE SERVICE AU CHAMPAGNE

Tous les passagers vivent l'expérience du service Elite:
 Franchise de bagages de 20kg GRATUITE • Verre de champagne
 • Repas bistro frais et chauds avec vin • Boissons non alcoolisées
 • Service de serviettes chaudes • Sièges en cuir • Écouteurs •
 Primeurs cinématographiques • Sac à dos pour enfants • Service
 courtois et amical



Le luxe illimité pour les Fêtes

RÉSERVEZ ET GAGNEZ!

TOUT LE MONDE EST GAGNANT



DES MILLIERS DE DOLLARS EN PRIX

COMMENT GAGNER!

1 RÉSERVEZ VOS VACANCES

2 GRATTEZ ET GAGNEZ EN LIGNE

3 RÉCLAMEZ VOTRE PRIX

Départs de Montréal • Une semaine • Tout compris

Varadero, Cuba Mercure Cuatro Palmas ★★★Plus Chambre • 31 décembre	1145\$	Puerto Plata, Rép. dom. Riu Bachata ★★★Plus Chambre • 29 décembre	1595\$	Riviera Nayarit Riu Vallarta ★★★★★ Chambre • 28 décembre	1995\$
Holguin, Cuba Riu Playa Turquesa ★★★Plus Chambre • 24 décembre	1245\$	Punta Cana, Rép. dom. Riu Bambu ★★★★★ Chambre • 31 décembre	1765\$	Riviera Nayarit, Mexique Riu Palace Pacifico ★★★★★ Suite junior vue jardin • 21 décembre	2165\$
Cayo Coco, Cuba ★★★★★ Memories Caribe Beach Resort Chambre supérieure terrasse • 31 décembre	1295\$	Huatulco, Mexique Barcelo Huatulco Beach ★★★★★ Chambre supérieure • 31 décembre	1795\$	Costa Rica Riu Guanacaste ★★★★★ Chambre • 23 décembre	2175\$
Holguin, Cuba Riu Playa Turquesa ★★★Plus Chambre • 31 décembre	1295\$	Los Cabos, Mexique ★★★★★ Riu Palace Cabo San Lucas Suite junior • 19 décembre	1795\$	Saint-Martin ★★★★★ Sonesta Great Bay Resort & Casino Chambre deluxe vue sur île • 26 décembre	2515\$
Varadero, Cuba Riu Varadero ★★★★★ Chambre • 19 décembre	1295\$	Riviera Maya, Mexique Riu Playacar ★★★★★ Chambre • 31 décembre	1865\$	Jamaïque Riu Negril ★★★★★ Chambre vue jardin • 27 décembre	2595\$
Puerto Plata, Rép. dom. Riu Merengue ★★★Plus Chambre économique • 24 décembre	1365\$	Los Cabos, Mexique Riu Santa Fe ★★★Plus Chambre • 26 décembre	1895\$	Aruba Riu Palace Aruba ★★★★★ Chambre deluxe vue sur île • 23 décembre	2915\$
Cayo Santa Maria, Cuba ★★★★★Plus Memories Paraiso Azul Beach Resort Suite junior baclon • 24 décembre	1495\$				

QUOI DE NEUF CET HIVER ?

SERVICES EXCLUSIFS PALACE

En ajout aux inclusions RIU-topia et sans frais supplémentaires, les invités des Riu Palace Resort reçoivent en EXTRA les services suivants :

- Service aux chambres 24 h
- Service de boissons à la piscine
- Petit-déjeuner quotidien servi avec champagne
- Cafetière dans la chambre
- Service de préparation de la chambre pour la nuit



NOUVELLEMENT RÉNOVÉ

RIU JALISCO ★★★PLUS

Riviera Nayarit, Mexique



Chambre • 11 et 18 janvier

1295\$

NOUVELLEMENT RÉNOVÉ

RIU YUCATAN ★★★★★

Riviera Maya, Mexique



Chambre • 12 et 19 janvier

1645\$

NOUVEAU Ouverture hiver 2013

RIU PALACE JAMAICA

Adults Only
by RIU



Suite junior vue jardin • 20 décembre

2295\$

NOUVEAU Riviera Maya, Mexique

HARD ROCK RIVIERA MAYA ★★★★★



Chambre deluxe Gold • 4 et 5 janvier

1825\$

SÉJOURNEZ À UN HÔTEL PALACE ET OBTENEZ DES BILLETS GRATUITS POUR LE CIRQUE DREAMS HOLIDAZE



Moon Palace Golf & Spa Resort
Chambre deluxe vue complexe
13 et 20 janvier

1675\$

Pour réserver vos vacances Signature, contactez votre agent de voyages ou visitez signature.ca

Départs de Montréal. La promotion «Tout le monde est gagnant» est valide pour des nouvelles réservations seulement effectuées entre le 26 et le 31 octobre 2013 pour des départs du 1^{er} novembre 2013 au 30 avril 2014. Aucun achat requis. Le concours se termine le 31 octobre 2013. Pour les règlements complets du concours, visitez signature.ca. Chaque participant admissible gagnera un prix si la question d'habileté mathématique est correctement répondue. Les prix ne sont pas échangeables en argent, non transférables pour un autre prix ou une autre personne et doivent être acceptés tel quel, autrement ils seront NULS ET NON AVENUS. Le concours est ouvert à tous les résidents légaux du Canada ayant atteint l'âge de la majorité dans leur province. La valeur au détail approximative des prix varie entre 25 \$ et 1 000 \$. Tous les prix sont par personne basée sur une occupation double pour un séjour en formule tout compris de 7 nuits (à moins d'indication contraire) incluant les taxes et frais relatifs au transport sauf la taxe locale payable au départ de certaines destinations (Costa Rica 295 US, Cuba 255 CUC, Rép. dom. 30 \$ US) et sont valides au moment de l'impression. Les sièges à ces tarifs sont en quantité limitée et la capacité est contrôlée. Pour les modalités et conditions complètes veuillez vous référer à la brochure Signature courante. Tous les vols sont opérés par Sunwing Airlines. Les prix n'incluent pas les frais de contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 2,005 par tranche de 1 000\$ de services achetés. Sunwing Tours Inc. opérant sous la bannière Vacances Signature | 23102013

ACTUALITÉS

SÉNAT

Menacé de suspension, Brazeau révèle avoir reçu une offre du gouvernement

LINA DIB
à Ottawa

Le sénateur Patrick Brazeau dit avoir rejeté une offre faite par le gouvernement qui lui aurait évité la suspension sans salaire jusqu'aux prochaines élections fédérales.

Le sénateur Brazeau qui, aux côtés de Mike Duffy et de Pamela Wallin, fait face à une motion de suspension, a révélé vendredi après-midi que Claude Carignan, le leader du gouvernement au Sénat, lui avait fait une offre en matinée.

En plein débat sur les suspensions et devant des sénateurs ébahis, M. Brazeau a raconté que M. Carignan, dans un couloir donnant sur la porte arrière de la chambre, lui avait dit que s'il présentait des excuses et admettait sa responsabilité, sa punition serait moindre.

Carignan ne nie pas

Au départ, M. Carignan n'a pas nié les propos de son collègue conservateur. Il a dit qu'il l'avait fait par affection pour M. Brazeau. «J'ai parlé au sénateur Brazeau en toute amitié [...] Je l'ai fait en toute confiance pour l'aider», a admis M. Carignan au cours du débat. «J'avais peut-être l'envie de trop aider. J'ai peut-être commis une erreur en lui parlant», a dit M. Carignan.

M. Brazeau, lui, a plutôt étalé sa colère. «Je n'ai rien fait de mal», a-t-il lancé avant de quitter le Sénat.

Lorsqu'il est sorti à son tour, M. Carignan a nuancé son admission. «Je lui ai dit: "propose quelque chose", a-t-il précisé, assurant qu'il n'avait rien offert en retour.

Mais voilà que M. Carignan, qui affirmait la semaine dernière qu'il fallait à tout prix punir sévèrement les trois sénateurs à qui on reproche des dépenses illégitimes, nuance aussi son attaque. Il parle maintenant de «consensus» nécessaire «pour avoir une sanc-



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

En plein débat sur la motion qui doit mener à la suspension sans salaire de trois sénateurs dont lui-même, le sénateur Patrick Brazeau a raconté avoir reçu une offre de la part du leader conservateur au Sénat.

tion appropriée. «Moi, je pense que ça prend des suspensions sans salaire, mais à quel niveau? On verra [à] six mois, dix mois, un an, deux ans et demi [...], a-t-il proposé.

Et ce sont les sénateurs Wallin et Brazeau qui devraient

«J'avais peut-être l'envie de trop aider. J'ai peut-être commis une erreur en lui parlant.»

bénéficier de la clémence de leurs collègues, selon M. Carignan, parce que ce sont ces deux-là «qui ont fait valoir le plus leur point de vue et présenté des preuves pour réduire [les sanctions]».

L'ouverture de M. Carignan ne s'étend donc pas au sénateur Duffy, qui a lancé une attaque en règle contre Stephen Harper, mardi. C'est justement le cas de M. Duffy, dont les dépenses de 90 000 \$ ont été remboursées par le chef de cabinet du premier ministre, qui a

conduit ce scandale aux portes de M. Harper.

Aucune note interne sur cette nouvelle ouverture affichée par le leader conservateur au Sénat ne semble avoir circulé dans les rangs conservateurs, puisqu'en fin de journée, le sénateur Jean-Guy Dagenais maintenait qu'il s'en tiendrait au «plan de match initial». Il a indiqué avoir l'intention de voter pour

suspendre les trois sénateurs sans salaire jusqu'à la fin de la session parlementaire, probablement en 2015.

«J'espère que tout le monde prendra quelques jours pour bien penser à tout ça», a conseillé M^{me} Wallin en quittant le parlement, vendredi soir. M. Duffy, lui, était absent du Sénat vendredi.

Le scandale s'étire

Le gouvernement conservateur, qui n'avait peut-être pas prévu que l'affaire traînerait

aussi longtemps, cherche maintenant à mettre fin au débat sur la suspension sans salaire des trois sénateurs.

Une motion qui sera déposée lundi devrait accélérer le processus et un vote sur les motions pourrait avoir lieu mardi ou mercredi.

Mais le gouvernement n'est pas au bout de ses surprises. Le sénateur Don Plett, un des deux conservateurs qui ont offert un plaidoyer contre les motions, les trouvant injustes, présentera un amendement lundi. On ne sait pas encore quel en sera le contenu.

Le sénateur Dagenais, qui en début de semaine disait qu'il fallait mettre le couvercle sur le scandale des dépenses des sénateurs, a admis vendredi matin que la tâche était moins facile que prévu. «Quand on met le couvercle sur la marmite et que ça bouille, des fois, c'est un peu plus difficile», a-t-il remarqué.

La Presse canadienne

SABLES BITUMINEUX

Ottawa n'évaluerait plus les nouveaux sites

Les impacts des méthodes *in situ* ne seront pas mesurés par le fédéral

Ottawa — Le gouvernement fédéral a apparemment décidé de ne plus participer à l'évaluation environnementale des nouveaux projets d'exploitation de sables bitumineux.

Une liste de projets dont l'impact sur l'environnement devra nécessairement être évalué par Ottawa, publiée vendredi, n'inclut pas les propositions d'exploitation *in situ* de sables bitumineux, qui devraient être le type de projet le plus couramment choisi par l'industrie à l'avenir.

«Il s'agit de la plus importante source unique de croissance des émissions de gaz à effet de serre au pays, et le gouvernement fédéral n'y jouera pas de rôle», a déclaré Keith Stewart, de Greenpeace.

Jeudi, Environnement Canada a publié un rapport concluant que le Canada risque d'atteindre, d'ici 2020, la moitié seulement de ses objectifs de réduction des émissions polluantes établis selon l'accord de Copenhague en 2009.

Majorité des nouveaux sites

Les demandes d'agrandissement pour les installations à ciel ouvert continueront à être évaluées par le fédéral. Toutefois, 80% du pétrole provenant des sables bitumineux ne peut être recueilli que par des méthodes *in situ*, auxquelles la majorité des nouvelles installations auront recours. Ces techniques consistent à liquéfier le bitume sous terre et à le pomper jusqu'à la surface sans creuser de trou.

Elles sont, à certains égards, plus écologiques — ne nécessitant pas d'immenses puits à ciel ouvert ou de bassins de décantation et de stockage des résidus —, et ce, même si elles génèrent habituellement plus de gaz à effet de serre par baril de pétrole. Il est en effet nécessaire de pro-

duire de la vapeur pour liquéfier le bitume, ce qui exige la combustion de grandes quantités de gaz naturel. Les données du gouvernement albertain précisent que la production *in situ* crée d'un à dix kilogrammes supplémentaires de CO₂ par baril que la méthode d'extraction habituelle.

Au dire de M. Stewart, des questions demeurent sans réponse à propos de certaines méthodes *in situ*. Il montre ainsi du doigt un projet de Canadian Natural Resources qui a entraîné une fuite de bitume pendant des mois, malgré les tentatives de la compagnie pour y mettre fin.

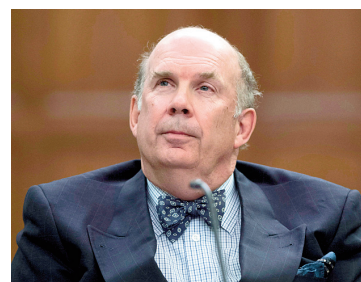
Évaluation provinciale

Les installations *in situ* feront toujours l'objet d'une évaluation environnementale provinciale. Le fédéral conservera également le droit de réclamer une telle évaluation.

Mais, selon l'avocate environnementaliste Melissa Gorrie, l'Alberta semble réduire le champ de ce qu'elle estime devoir faire l'objet d'une évaluation. Pour M^{me} Gorrie, une récente décision signifie que deux projets *in situ* ne feront l'objet d'aucune audience publique après que la province eut jugé que des communautés autochtones ne seraient pas directement affectées par ces développements énergétiques. «Il y a eu beaucoup de problèmes pour même obtenir des audiences pour des projets *in situ* dans la province», dit-elle.

Dans des documents portant sur le fond du dossier, Ottawa affirme que les changements apportés visent à «effectuer des examens plus prévisibles et de façon plus rapide, éviter les doublons, renforcer la protection de l'environnement et améliorer la consultation des groupes autochtones».

La Presse canadienne



ADRIAN WYLLD LA PRESSE CANADIENNE

La Cour suprême garde le cap

Ottawa — La Cour suprême ne change pas d'avis. Du moins pour le moment. Elle compte toujours entendre le renvoi d'Ottawa sur la réforme du Sénat dans trois semaines, et ce, même s'il lui manquera encore un juge. Car l'autre renvoi d'Ottawa, celui pour déterminer si Marc Nadon peut siéger au plus haut tribunal du pays en tant que juge québécois, ne sera entendu que le 13 janvier, selon l'horaire préliminaire convenu entre les parties.

«Jusqu'à maintenant, il n'y a pas de changement. Ça procède normalement», explique Witold Tymowski, agent juridique à la Cour suprême du Canada.

Jeudi, le ministre québécois de la Gouvernance souverainiste, Alexandre Cloutier, avait lancé dans *Le Devoir* une sorte d'ultimatum à la Cour suprême, l'avertissant que le Québec n'accepterait pas qu'un renvoi de nature constitutionnelle soit entendu alors qu'il manque un siège à la province. La Cour n'annoncera pas à l'avance si elle siègera à sept ou huit juges sur ce renvoi. Le renvoi sur le Sénat vise à déterminer si Ottawa peut, sans l'avis des provinces, instaurer des élections sénatoriales, limiter la durée du mandat des sénateurs ou encore abolir le Sénat. La Cour d'appel du Québec, qui se penchait sur la même question, a répondu jeudi par la négative.

Le Devoir

UN
QUÉBEC
POUR TOUSÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC8 PRODUITS D'ÉPARGNE
FLEXIBLES ET SÛRS
1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.caÉpargne
Placements
Québec

ACTUALITÉS

Rumeurs d'élections: le gouvernement Marois laisse planer le doute

JESSICA NADEAU
à Saint-Michel-des-Saints

Réunis à l'Auberge du Lac Taureau pour une rencontre extraordinaire de deux jours, les ministres du gouvernement Marois entretiennent le mystère sur la possibilité d'élections automnales. Il faut dire que plusieurs scénarios sont à l'étude et qu'en raison des sondages qui peuvent faire pencher la balance d'un côté comme de l'autre, les choix s'avèrent difficiles.

La vingtaine de ministres du gouvernement Marois se sont faits discrets. Isolés dans un centre de villégiature en plein cœur des bois à Saint-Michel-des-Saints, dans Lanaudière, ils ont limité leurs commentaires au minimum, se contentant, pour la plupart, de souhaiter une «bonne journée» aux journalistes qui les pressaient de questions vendredi matin.

Quelques ministres, dont Alexandre Cloutier, ont réitéré qu'ils étaient contre la tenue d'élections à ce moment-ci. «Je vous ai dit en début de semaine que je faisais partie de ceux qui croyaient que le gouvernement du Québec avait énormément de travail à faire, qu'il y avait plusieurs chantiers importants.» Si l'on peut deviner que d'autres sont favorables à un déclenchement rapide des élections, le ministre délégué aux Régions, Gaëtan Lelièvre, nie toute dissension à l'interne. «On est en réflexion; moi, je ne sens aucune division.»

«On va réfléchir, faire le bilan et faire des plans pour l'avenir», a pour sa part soutenu le ministre Jean-François Lisée avant de s'engouffrer dans l'élégant bâtiment de bois rond.

Dissoudre le gouvernement

Différents scénarios sont envisagés par le gouvernement Marois. Le premier, celui qui alimente bien des rumeurs ces dernières semaines, c'est la possibilité de dissoudre le Parlement et de déclencher des élections comme l'avait fait le gouvernement minoritaire de Jean Charrest en 2008. La différence, c'est que l'Assemblée nationale a, depuis, adopté une loi sur des élections à date fixe.

Lorsqu'il a présenté son projet de loi l'automne dernier, le ministre des Institutions démocratiques Bernard Drainville affirmait que ce ne serait plus «l'intérêt partisan, la conjoncture politique ni le cal-

Les 4 options du gouvernement

Dissoudre le Parlement et déclencher des élections.

Demander un vote de confiance au Parlement. Le projet de Charte des valeurs pourrait servir de prétexte.

Proroger la session parlementaire jusqu'en février.

Gouverner jusqu'à une motion de censure.

cul stratégique» qui guiderait un gouvernement à déclencher des élections. Bien que la loi ne s'applique pas à un gouvernement minoritaire, il s'agit tout de même d'un «engagement moral», a répété à maintes reprises le ministre. «À moins de circonstances exceptionnelles, à moins que le gouvernement perde la confiance de la Chambre, nous prenons, tous ensemble, une sorte d'engagement moral.» Aux journalistes, il avait répondu que ce serait à celui qui déclencherait un scrutin avant la date prédéfinie de justifier cette décision. «Si, effectivement, il y a des gestes qui sont posés, bien, ce sera aux citoyens, à ce moment-là, de tirer leurs conclusions.»

Demander un vote de confiance

Afin de ne pas porter l'odieux de trahir l'esprit de sa propre loi, le gouvernement Marois pourrait demander un vote de confiance sur une question cruciale. Le projet de loi sur la Charte des valeurs québécoises, qui n'a toujours pas été déposé, pourrait être un exemple, bien qu'il soit plutôt improbable que les partis d'opposition votent contre à une étape aussi préliminaire du processus.

Proroger

Une solution de rechange aux élections automnales est toujours envisagée par les stratèges du Parti québécois, soit celle de proroger la session pour la reprendre en février prochain. La première ministre devrait alors faire un discours inaugural pour présenter les grandes orientations de son gouvernement, ce qui permettrait aux partis d'opposition de déposer une motion de censure pour dé-



Pauline Marois et ses ministres sont réunis pour une rencontre extraordinaire à Saint-Michel-des-Saints. Les rumeurs d'élections vont bon train.



Jean-François Lisée dit que la rencontre servira à dresser un bilan et à planifier ce qui vient.

faire le gouvernement. Si elles optent pour cette option, les troupes de Pauline Marois feraient ainsi le pari de pouvoir gouverner pendant encore quelques mois sans risquer de se faire défaire sur un budget qui s'annonce difficile au printemps prochain.

Gouverner

L'échéance du printemps est cruciale puisque le gouvernement doit y déposer son budget, ce qui impose un vote de confiance. Les partis d'opposition ayant maintes fois critiqué sa gestion de l'économie du Québec, ils risquent fort de voter contre, d'autant plus que le chef du Parti libéral, Philippe Couillard, attend les élections pour se faire

PHOTOS ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE



Alexandre Cloutier a répété qu'il ne souhaitait pas d'élections pour le moment.

élire à l'Assemblée nationale. Mais l'effondrement de la CAQ dans les sondages, qui n'est plus qu'à 15% dans les intentions de vote, pourrait permettre au gouvernement de se maintenir au pouvoir au-delà du printemps.

Enfin, d'ici là, les partis d'opposition peuvent toujours renverser le gouvernement en lui retirant leur confiance avec une motion de censure. Celle-ci doit toutefois porter sur un sujet d'une importance capitale. En 2007, plusieurs avaient mis en doute le jugement de Mario Dumont qui avait tenté de défaire le gouvernement sur la question des commissions scolaires.

Le Devoir

BÉLUGAS

Les conservateurs assurent faire un suivi adéquat malgré les coupes

ALEXANDRE SHIELDS

Même s'il a sabré la recherche sur le béluga du Saint-Laurent, le gouvernement Harper estime faire ce qu'il faut pour étudier cette espèce, qui connaît un déclin rapide depuis une décennie. Québec presse néanmoins Ottawa de rétablir le financement des travaux scientifiques éliminés dans le cadre des compressions à Pêches et Océans Canada.

Comme le révélait vendredi *Le Devoir*, la situation des petites baleines blanches est tellement critique que leur statut pourrait passer d'espèce «menacée» à «en voie de disparition» au cours des prochains mois. Les chercheurs ont en effet découvert que la population diminue rapidement depuis une décennie. Pas plus de 880 individus nagent aujourd'hui dans le Saint-Laurent, alors qu'ils ont déjà été plusieurs milliers.

Interpellée à la Chambre des communes par le Nouveau Parti démocratique au sujet des mesures à prendre pour «sauver» les bélugas de la disparition, la ministre fédérale de l'Environnement, Leona Aglukkaq, n'a pas répondu à la question.

Sa collègue de Pêches et Océans Canada, Gail Shea, a toutefois soutenu que le gouvernement conservateur poursuivait les travaux de recherche. «Les chercheurs de Pêches et Océans ont travaillé avec leurs partenaires à l'étude des bélugas du Saint-Laurent, a-t-elle dit. Une rencontre scientifique s'est tenue pour revoir les connaissances sur l'état de la population et les résultats seront publiés dans les mois à venir. Nous continuerons de mener des travaux de recherche sur les mammifères marins en collaboration avec nos partenaires.»

En fait, Ottawa a fait subir une cure minceur significative à la recherche scientifique sur le Saint-Laurent dans le cadre de

compressions annoncées l'an dernier. Le gouvernement Harper a ainsi supprimé plus d'une trentaine de postes à l'Institut Maurice-Lamontagne (IML), situé à Mont-Joli. Le gouvernement a démantelé une équipe qui travaillait en écotoxicologie, en plus de renvoyer un chercheur spécialiste des bélugas et de fermer un laboratoire construit récemment au coût de deux millions de dollars. C'est notamment grâce aux chercheurs de l'IML qu'on a découvert les énormes problèmes qui affectent le béluga, un des symboles phares des problèmes environnementaux qui affectent le Saint-Laurent.

Le NPD a d'ailleurs accusé vendredi le gouvernement de s'être livré à des «attaques» contre la science. «Le cas des bélugas est un bon exemple des décisions idéologiques prises par le gouvernement conservateur, a expliqué le porte-parole adjoint en matière d'environnement, François Choquette. Ils sont menacés, alors qu'ils devraient être beaucoup plus nombreux. Il serait donc encore plus important de mener plus de travaux de recherche. Mais le gouvernement coupe, donc nous n'aurons plus d'information. Ça justifiera leur inaction par la suite. C'est inacceptable.»

Le ministre québécois de l'Environnement, Yves-François Blanchet, a pour sa part pressé Ottawa de faire plus en matière de recherche sur le béluga. «Nous demandons au Canada de prendre ses responsabilités envers la biodiversité et envers cette espèce gravement menacée, vraisemblablement par l'activité humaine. Ça commence par le rétablissement du financement de la recherche, et un plan d'intervention vigoureux qui devra suivre rapidement», a déclaré au *Devoir* le ministre par voie de courriel.

Le Devoir

14 réserves fauniques en grève

Les quelque 300 travailleurs de 14 réserves fauniques de la SE-PAQ déclenchent la grève ce samedi. Le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) a fait savoir vendredi qu'il s'agissait d'une grève d'une durée indéterminée. Les

réserves fauniques touchées sont celles d'Anticosti, Ashuapmushuan, Chic-Chocs, Laurentides, La Vérendrye, Mastigouche, Matane, Papineau-Labellé, Port-Cartier-Sept-Îles, Port-Daniel, Portneuf, Rimouski, Rouge-Matawin et Saint-Maurice. Du côté patronal, on assure que les services aux clients seront assurés malgré la grève.

La Presse canadienne

FÉLICITATIONS!

La Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal célèbre la réussite de diplômées et diplômés qui contribuent de façon exemplaire à l'avancement de la société. Source d'inspiration pour nos finissants, les personnalités suivantes seront honorées lors des cérémonies de collation des grades 2013.



Anne Charpentier, M.Sc., M.A.
Sciences biologiques, 1988
Directrice, Insectarium de Montréal, un espace pour la vie



Alain Lavoie
Informatique, 1989
Président et cofondateur de la compagnie Irosoft



Sophie Lussier
Communications, 1987
Directrice principale, Communications, La Presse



Sylvie Makhzoum
Mathématiques et statistique, 2002
Vice-présidente associée, Planification et analytique, TD



Sophie Montreuil, Ph.D.
Littératures de langue française, 1997
Directrice de la recherche et de l'édition, Bibliothèque et Archives nationales du Québec



Martine Provost
Science politique, 1986
Directrice générale, Partenariat mondial pour l'électricité durable



Émilie Thuillier
Géographie, 2002
Conseillère générale et vice-présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal



Kim Thù
Traduction, 1990
Auteure

Faculté des arts et des sciences

Université de Montréal

fas.umontreal.ca

Faites plus de plans! Vous gagnez deux heures.

Toronto avec Porter! Vous gagnez deux heures sur un aller-retour. À l'aéroport, le service est fluide et facile. À 5 minutes du centre-ville. Il vous restera du temps pour finir votre projet.



Vol au départ de Montréal. Réservez d'ici le 30 octobre 2013. Le rabais est compris dans les tarifs. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires. Un supplément peut être facturé pour les bagages enregistrés et d'autres services optionnels.*

Tarifs à partir de :

HALIFAX 3 par jour 206 \$	TORONTO 17 par jour 218 \$	SAULT STE. MARIE 247 \$	ST. JOHN'S 264 \$	SUDBURY 247 \$	THUNDER BAY 247 \$	TIMMINS 247 \$	WINDSOR 247 \$	BOSTON 305 \$
CHICAGO 347 \$	MYRTLE BEACH 363 \$	NEW YORK 305 \$	WASHINGTON Dulles 298 \$	PRIX TOUT COMPRIS				

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages. Téléscripneur – faites le 711.

flyporter.com

* Réservez d'ici 23 h 59 heures de l'Est le 30 octobre 2013. Voyagez d'ici le 11 avril 2014. Porter peut exiger un achat 21 jours à l'avance. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles du 17 décembre 2013 au 25 décembre 2013 et du 1 janvier 2014 au 6 janvier 2014. Les tarifs annoncés sont fonction de la disponibilité et peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires, qui peuvent atteindre 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. D'autres conditions (comme des frais de 25 \$ pour l'enregistrement d'un premier bagage et de 35 \$ pour un deuxième sur les vols à destination ou en provenance des É.-U., des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage sur les vols au Canada et des frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent être modifiées sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Pour en savoir plus, allez à flyporter.com. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

ENTREVUE AVEC CHANTAL JOUANNO

L'enfant n'est pas un jouet!

L'auteure du projet de loi français interdisant les concours de mini-Miss dit s'être inspirée du Québec

CHRISTIAN RIOUX
Correspondant à Paris

A lors que plus de 50 000 Québécois ont signé une pétition dénonçant le concours de mini-Miss qui se tiendra bientôt à Laval, la France s'apprête à interdire complètement ces manifestations aux moins de 16 ans. C'est la sénatrice centriste Chantal Jouanno qui en a fait la proposition au Sénat. Le projet de loi, qui a l'appui des socialistes, devrait être bientôt adopté par l'Assemblée nationale.

Les organisateurs de ces concours exploitent les enfants, dit la sénatrice auteure d'un rapport sur l'hypersexualisation des filles. Leurs organisateurs seront dorénavant passibles d'amendes pouvant aller jusqu'à 30000 euros et deux ans d'emprisonnement. Pour Chantal Jouanno, il ne fait pas de doute que les pétitions ne suffisent pas et que l'État doit agir pour protéger les adolescents contre la montée de ce qu'elle nomme le « droit à l'enfant ». Cette détermination, elle dit d'ailleurs la tirer de ce qu'elle a vu et entendu au Québec. Qui hésite pourtant à légiférer...

Pourquoi fallait-il une loi pour interdire un phénomène somme toute assez marginal?

J'ai fait un rapport il y a deux ans sur l'hypersexualisation des enfants et le phénomène des petites lolitas. J'ai constaté que si la France n'était pas encore très touchée par le phénomène des mini-Miss, il était urgent de donner un signal fort pour stopper tout de suite cette vague qui allait nous atteindre.

Parmi ces signaux, j'ai proposé l'interdiction des concours de mini-Miss car, dès lors qu'on juge des petites filles de six ans uniquement sur des critères d'apparence, elles sont l'incar-

nation de cette hypersexualisation. Qu'elles soient maquillées ou pas n'y change rien, la réalité, c'est qu'on ne les juge que sur leur physique.

Que répondez-vous aux parents qui clament: « laissez-les vivre leurs rêves »?

Voyons, ces rêves, ce sont ceux des parents! Ils n'en ont pas conscience, mais ces rêves sont destructeurs pour leurs enfants. Tous les pédopsychiatres vous expliqueront qu'entre six et douze ans, il est essentiel de mettre entre parenthèses tout ce qui est séduction pour concentrer son énergie sur l'acquisition des savoirs.

Si, à l'inverse, on focalise l'enfant sur son apparence, il va se construire autour de ces valeurs. Ce sera très destructeur et entrainera rapidement des problèmes de confiance en soi. D'où l'explosion de l'anorexie, de la dépression et des problèmes de dépendance chez les adolescents.

Quand les enfants atteignent l'adolescence et que les hormones font leur effet, il est alors normal qu'ils soient dans des logiques de séduction. C'est inévitable et inscrit dans leur développement. Je ne suis pas du tout puritaine, mais utiliser un enfant comme objet de séduction, voire comme objet sexuel, c'est inacceptable.

Les organisateurs disent pourtant que ce sont des concours de personnalité.

Ne me faites pas rigoler! On joue avec les mots. Cette « personnalité » se résume à une apparence physique et au charme. Les organisateurs l'ont bien compris puisqu'ils ont senti le besoin de maquiller leurs concours. Quand on y regarde bien, ces concours ne jugent l'enfant que sur son apparence physique, pas du tout sur son talent. Comme tout ce

qui exploite la sexualisation des enfants, ces concours n'ont qu'une vocation commerciale. La société doit dire: attention, l'enfant n'est pas un jouet!

Fallait-il pour autant une loi?

Le principe de la loi est incontournable. La France a introduit dans sa législation une convention internationale qui pose le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant. L'interdiction des concours de mini-Miss est une application directe de ce principe. Sans loi, les maires pouvaient tenter d'interdire ces concours, mais ils étaient dans l'insécurité juridique.

Ce que vous dites ne soulève-t-il pas la question de l'utilisation des enfants au cinéma, dans la publicité, dans les sports?

La législation française contient des dispositions disparates pour encadrer ces activités. C'est pourquoi je propose l'adoption d'une Charte de l'enfant, une loi globale pour donner du contenu à l'intérêt supérieur de l'enfant. Aujourd'hui, on court le risque de protéger beaucoup plus le « droit à l'enfant » que le droit de l'enfant. C'est dingue d'avoir une Charte de l'environnement, mais pas de charte de l'enfant!

Ce « droit à l'enfant » n'est-il pas une tendance de notre époque?

Oui. Cette chosification de l'enfant me heurte profondément. Le modèle juridique basé sur la protection de la famille ne suffit plus, c'est pourquoi il faut penser à protéger l'enfant en tant que tel. Auparavant, on pouvait compter sur la famille pour expliquer à l'enfant pourquoi on n'est pas tenu de se maquiller à cet âge. La cellule familiale ayant explosé,



La petite Océane Scharre, 10 ans, a été élue mini-Miss France 2011. À sa gauche, Miss France 2011, Mathilde Florin.

L'État se retrouve aujourd'hui obligé d'expliquer ce pourquoi. Mon rapport proposait aussi de créer un site public pour dénoncer les produits et les jeux qui ne sont pas adaptés aux enfants, ainsi que la possibilité de demander des comptes à certaines marques et des moyens pour éviter que des enfants en deviennent les égéries.

Et vous vous êtes inspirée du Québec...

Avec le Royaume-Uni et la Belgique, le Québec est un des rares pays qui a fait des

études sur le sujet et publié des brochures pour combattre cette hypersexualisation. Il pourrait être intéressant qu'il s'inspire de notre loi même si personne ne peut se permettre de donner de conseils au législateur.

Le Devoir

NDLR: Le Sénat français a voté pour l'interdiction des concours de mini-Miss dans le cadre d'un projet de loi sur l'égalité hommes-femmes. Après avoir fait mine de délocaliser leurs concours en Bel-

gique, les organisateurs français de compétitions de mini-Miss pourraient aussi se voir barrer la route au plat pays. Plusieurs personnalités du monde politique belge étudient déjà les voies juridiques possibles pour faire obstacle à ce mouvement hautement controversé. Au Québec, plus de 50 000 personnes ont signé à ce jour la pétition « Mini-Miss au Québec, non merci », lancée pour protester contre la tenue à Laval, le 24 novembre prochain, du concours organisé par la National Canadian Girl.



ARCHIVES LE DEVOIR

Née en 1955, la tradition des duchesses au Carnaval de Québec avait été abandonnée en 1996.

En huit ans, les adeptes du cheerleading sont passés de 5000 à 10000 au Québec, et cela, seulement dans les ligues compétitives

Les duchesses contre-attaquent

Les stéréotypes remâchés version 2013

ISABELLE PARÉ

Rockettes, majorettes, duchesses: les filles en série inspirées des modèles *vintage* persistent et signent. Sous un couvert de modernité ou ressuscitées sous de nouvelles peaux, elles reprennent même du galon, comme le démontre le retour en force des duchesses à Québec ou l'engouement massif vécu depuis 10 ans pour le *cheerleading*.

Dans la Vieille Capitale, c'est carrément la pression publique qui a déroulé le tapis rouge à la renaissance des duchesses après 16 ans d'absence, soutient Jean David, le directeur du développement des affaires, mise en marché et ventes pour le Carnaval de Québec. Chassez les stéréotypes, et ils reviennent au galop!

« Dans les focus groups que nous avons tenus, il est ressorti un besoin de retourner aux valeurs d'antan, à la tradition. À Québec, les duchesses, c'est comme les Nordiques ou le Château Frontenac: une icône dans la tête de bien des gens », invoque-t-il, avouant que ce retour rétro ne faisait pas l'unanimité au sein de l'organisation.

Bref, les habitants de la Vieille Capitale avaient besoin de « combler un vide » en ressuscitant l'emblème féminin — figure de la belle époque du Carnaval — et de redynamiser la participation citoyenne avec une compétition locale, duché contre duché.

Déboulonner un stéréotype

Besoin d'icônes, certes, mais pourquoi des filles alors? Entre la crainte d'être passés et une lame de fond militant en faveur du retour des belles, le Carnaval a pondu un modèle hybride, façon troisième millénaire, invitant à concourir de jeunes femmes mues par un projet collectif et rassembleur. « On a proposé un modèle adapté à 2013 qui a pour but de stimuler l'entrepreneuriat chez les jeunes femmes. Il y aura une reine, mais pas de couronnes », défend Jean David.

Même remodelés au goût du jour, les clichés, comme les jupons, dépassent parfois de la jupe. La vogue observée pour le *cheerleading*, ces hordes de filles en uniforme lancées dans des figures acrobatiques, procède-t-elle du même esprit?



DARRYL DYCK LA PRESSE CANADIENNE

L'équipe Fusion Athletics, de Chilliwack, en Colombie-Britannique, lors d'un entraînement préparatoire en vue du Sea to Sky International Cheerleading Championship qui s'est tenu en 2010 à Vancouver. L'engouement pour le *cheerleading* est pancanadien.

En huit ans, les adeptes de la claqué (à 90% féminins) de 3 ans à 60 ans sont passés de 5000 à 10000 au Québec, et cela, seulement dans les ligues compétitives. En plus des 77 clubs municipaux et 133 parascolaires (dont 13 collégiaux et 8 universitaires), centres municipaux, camps de jour et camps d'été se sont mis de la partie, offrant aux fillettes de tous âges de « *cheerleader* » en groupe. La discipline sera intégrée aux programmes sport-études l'an prochain, et la Fédération internationale vise maintenant une reconnaissance olympique. Issu d'une vieille tradition américaine qui a connu sa part de dérives avec les effusions de « *pin-up* dansantes » sur les terrains (voir les *cheerleaders* des Cow-boys de Dallas), le stéréotype de la meneuse de claqué est en pleine mutation.

« Il y a encore des équipes de *cheerleading* "danse" comme celle des *Alouettes*, qui est un relent du vieux modèle américain, avec les « *pom-pom girls* », les chorégraphies et les poses. Mais ça n'a rien à voir avec notre sport de performance qui vient d'être reconnu par Sport accord, un regroupement des Fédérations internationales du sport », distingue Maya Celuch, ex-entraîneuse, juge et directrice adjointe à la jeune Fédération de *cheerleading* du Québec (FCQ), née en 2008.

L'attrait pour ce sport chez les jeunes filles a littéralement explosé en 2000 après la sortie de la superproduction estivale *Le tout pour le tout (Bring It On)*, où la jeune Kirsten Dunst jouait les meneuses de claques, avant de briller sur la Croisette.

Si le sport attire toujours autant de filles, il compte 10% d'athlètes masculins et n'a plus rien à voir avec la mouture mièvre et stéréotypée d'antan, défend Maya Celuch. Tumbling, gymnastique, pyramides, portés, projections et performances physiques sont au menu. Les uniformes dénudant l'abdomen sont strictement interdits avant 17 ans et la longueur des jupes est réglementée, insiste la juge de la FCQ.

Si l'hypersexualisation est passée à la trappe, le formatage du costume semble demeurer un des nombreux attraits du sport. « C'est vrai que l'uniforme attire les jeunes, à la recherche d'un sentiment d'appartenance, mais aussi le côté rassembleur, l'adrénaline, l'aspect spectacle du sport et sa musicalité, basée sur les hits de la pop, avance M^{me} Celuch. Il y a aussi le maquillage, la boucle dans les cheveux: tout ce rituel attire beaucoup les jeunes filles. »

Le Devoir

FABRIQUÉES?



La femme-objet du désir

Mariette Julien est docteure en communication et professeure à l'École supérieure de mode de Montréal (UQAM). Spécialiste de l'hypersexualisation, de la pub et de l'apparence, elle a publié (avec Michel Dion) une *Éthique de la mode féminine* (PUF, 2010). Elle prononcera la conférence «*Le look, un défi de communication*» au prochain Déjeuner des médias, au Capitole de Québec, le 27 novembre.

Dans *Les filles en série*, Martine Delveaux décortique l'idée de la production sérielle des «*filles-machines*», des «*filles-marchandises*» dans notre société. Ça vient d'où, cette uniformisation du modèle féminin?

Je suis d'accord avec cette formule de la fille en série. Le modèle corporel qui domine actuellement remonte à la *pin-up*, à ces images à épingle de femmes photographiées ou dessinées dans des poses *sexy*. La Barbie aussi est une *pin-up*. Cette femme modèle apparaît à la fin du XIX^e siècle, vers 1897, dans les dessins de Charles Dana Gibson qui crée la Gibson Girl. Elle est en petite tenue (mais c'est relatif à l'époque), se promène cheveux au vent, à la plage. Les femmes se sont reconnues dans cette image positive qui représentait la femme libérée, sophistiquée, et l'Amérique aussi. Beaucoup de gens associent ce modèle à la Deuxième Guerre mondiale parce que c'est là qu'il a explosé. Marlene Dietrich et Rita Hayworth incarnaient la *pin-up*, la femme fatale, comme l'actrice Theda Bara. Au fond, la vamp, la femme fatale, devient la mesure de l'attractivité sexuelle. Elle fonctionne au *sex-appeal*. Même le mot n'existait pas avant elle.

Qu'est-ce qui change alors avec le *sex-appeal* de la *pin-up*?

Il y avait évidemment de belles femmes avant elle, des modèles, des nus dans l'art

par exemple. L'idée de l'attractivité sexuelle volontaire est nouvelle, ainsi que celle d'une femme qui montre qu'elle aime la sexualité aussi. L'allure *pin-up* annonce aux autres que cette femme est en disponibilité sexuelle. Les femmes ne se contentent plus d'être belles. Une belle femme n'est pas vraiment attirante en ce moment. On ne la remarque à peu près pas. Elle doit en plus jouer de cette attractivité sexuelle. Elle veut séduire et elle doit provoquer.

En Occident, comment expliquer ce paradoxe de femmes de plus en plus libérées et de la persistance de la femme-objet?

Plus les femmes se libèrent dans la société, plus elles s'enferment dans l'apparence. Nous vivons dans une société en forte carence affective. La séduction devient peut-être une forme du besoin d'affection. Par ailleurs, l'estime des femmes est une conquête inachevée. Au fond, les femmes n'ont pas encore trouvé leur place dans la société puisqu'elles ont encore une valeur décorative. Je ne sais pas comment nous allons nous sortir de ce cercle. J'ai même l'impression que la situation empire. À partir du moment où elles acquièrent de nouveaux droits, les femmes commencent à exposer des parties de leurs corps. Par exemple avec le *look* gar-

çon dans les années 1920, un *look* de femme qui fume, sort dans les bars, conduit sa voiture. Dans les années 1980, les femmes s'imposent à l'université, dans les entreprises, adoptent alors le tailleur, le costume des hommes, tout en développant un goût pour le sous-vêtement raffiné. Comme si la femme, même professionnelle, avait beaucoup de difficulté à se dissocier de sa capacité de séduire. Dans les années 1990, c'est le nombril à l'air, des leggings sans jupe, très moulants, des stiletto fins et élevés, un *look* de prostituée, quoi. On dirait que les femmes sont de plus en plus vulnérables par rapport à leur apparence. C'est très contradictoire et très troublant.

Y a-t-il un moyen d'échapper au modèle de la *pin-up* en série?

Je ne désespère pas. Les idéaux sociaux changent. Les préoccupations sociales vont vers l'environnement, par exemple. Les valeurs se transforment et l'apparence en témoigne. La pilosité revient chez les hommes avec torsos poilus, moustaches, barbes et chevelure abondante. Il ne faut pas non plus oublier que le *look* de prostituée vient aussi de la rue, de l'esthétique punk des années 1970. Le *look* de la *bad girl* exploitée ensuite par le commerce et les stars vient de là. Les jeunes passent à autre chose maintenant. Les mouvements qu'on observe en Inde, en Chine, partout, montrent que le vent tourne.

Propos recueillis par Stéphane Baillargeon
Le Devoir

D Lire aussi · Une version longue de ce texte est disponible à LeDevoir.com



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les valeurs se transforment et l'apparence en témoigne, comme en font foi les défilés de mode.



AGENCE FRANCE-PRESSE

L'actrice et chanteuse allemande Marlene Dietrich



AGENCE FRANCE-PRESSE

L'actrice américaine Rita Hayworth

BONHEUR TOUT COMPRIS, VOL INCLUS



Punta Cana, Village 4Ψ et 5Ψ, un paradis familial aux plages et aux lagons éblouissants

Des cocoteries luxuriantes, des plages de sable blanc immaculées, des lagons d'eau cristalline... Et cette petite touche dont seul Club Med a le secret. Pas de doute, le bonheur habite ici. Il ne manque que vous.

Le Village de Punta Cana, c'est aussi :

- la meilleure destination golf des Caraïbes avec les parcours de La Cana** et de Corales** à proximité
- des Clubs pour enfants de 4 mois à 17 ans proposant des activités enrichissantes
- des Écoles de sport qui combleront même les familles les plus actives



MEILLEURS HÔTELS POUR LES FAMILLES
Club Med Punta Cana classé n° 5 dans les Caraïbes

LES ENFANTS DE MOINS DE 4 ANS SÉJOURNENT GRATUITEMENT***

Pour en savoir plus ou pour réserver, contactez votre professionnel du voyage, composez le 1 800 CLUBMED, ou visitez le www.clubmed.ca.



OFFRE SPÉCIALE
PUNTA CANA
SÉJOURS VOL INCLUS

DÉPART DE MONTRÉAL

À PARTIR DE

1749\$*

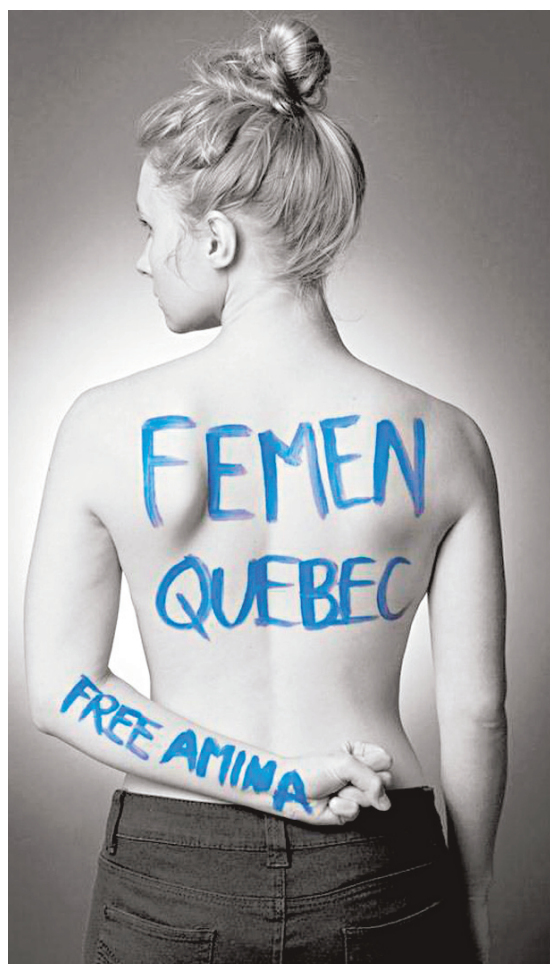
PAR PERSONNE

Club Med Ψ

* Le prix donné en exemple est par personne, basé sur un séjour de 7 nuits en occupation double au Club Med de Punta Cana, République dominicaine en chambre Club incluant les vols de Montréal et les transferts. L'offre est valable pour un séjour de minimum 7 nuits et est valide seulement pour les nouvelles réservations individuelles pour des dates de voyage allant jusqu'au 26 avril 2014. Le séjour doit être réservé au plus tard le 19 novembre 2013. Le prix cité en exemple de Montréal est valable pour un départ le 12 novembre. L'offre est sujette à un contrôle du remplissage et peut augmenter n'importe quand. Des restrictions de dates s'appliquent. ** En supplément, à l'extérieur du Village Club Med. *** Le séjour des enfants de moins de 4 ans est gratuit dans la plupart de nos Villages familiaux incluant : Sandpiper Bay, Floride; Ixtapa Pacific et Cancun Yucatan, Mexique; Punta Cana, République dominicaine; Columbus Isle, Bahamas; Les Boucaniers, Martinique; et La Caravelle, Guadeloupe. Le séjour des enfants de 4 et 5 ans est gratuit dans la plupart de nos Villages familiaux européens, sauf les Villages de ski. Pour le client si les vols sont réservés par Club Med. Les enfants séjournant gratuitement doivent être logés dans la même chambre ou la même unité communicante que les adultes payant leur séjour. Certaines restrictions de dates s'appliquent. Des frais supplémentaires s'appliquent. Les frais de membre Club Med sont en supplément et de \$60 par adulte et \$30 par enfant. D'autres restrictions peuvent s'appliquer, incluant les termes de la brochure et les frais de modification/annulation. Club Med n'est pas responsable des erreurs ou omissions. Les prix n'incluent pas la contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 2 \$ par tranche de 1 000 \$ de services touristiques achetés. Permis du Québec.

DES FILLES FABRIQUÉES ?

Femen, ou l'art de combattre le feu par le feu



Né en 2008, en Ukraine, le mouvement féministe Femen défend ses convictions seins nus, la tête fleurie et le verbe haut. Ses cibles : l'exploitation sexuelle, les dictatures et les institutions religieuses. Conversation avec Xenia Chernyshova, porte-parole de l'antenne québécoise, qui s'est fait connaître en réclamant le retrait du crucifix à l'Assemblée nationale.

Pourquoi avoir choisi de prendre la parole revêtues d'un « même uniforme », faisant de votre corps un « porte-étendard » et un « porte-voix » ?

Qu'est-ce qui est populaire, éducatif, subversif, immoral et politiquement incorrect ? La nudité. Et pire encore, notre regard sur elle. Le corps nu reste un terrible tabou. Perturbant et inquiétant. Surtout, un corps « vrai ». Sans retouches.

Nous croyons qu'en manifestant et en se dénudant, les femmes enlèvent les couches de tout le poids historique et douloureux qu'elles portent sur elles-mêmes. On le fait pour anéantir les dogmes, les étiquettes, les idées reçues et les stéréotypes.

Nous voulons enlever ce préjugé voulant que le corps féminin soit honteux, obscène ou sale. Il est avant tout, dans un contexte de protestation, vulnérable et pacifique.

Nous savons, par contre, qu'une femme qui ose offrir son corps à la vue de tous sera fortement critiquée et jugée pour cette liberté qu'elle s'est permise. Les seins en particulier sont devenus cette partie du corps qui marque la frontière entre le bienséant et l'indécent. Notre réponse est toute simple : le péché est dans vos yeux.

Le fait de prendre la parole au nom d'un groupe, en gommant les identités de chacune, vous permet-il d'aller plus loin ? Jusqu'où ?

Nous avons pris conscience que l'appellation « Femen » est devenue un symbole de solidarité

féminine. Dans le féminisme actuel, le manque de solidarité est flagrant. Pour cette raison, créer un réseau international d'unification dans les luttes sociales comme dans les luttes féministes nous semble être la voie juste vers une évolution humaniste.

Cela étant dit, aucune identité n'est effacée ou écrasée dans Femen. Pour cette raison même, nous avons souvent des points de vue différents sur les enjeux et les solutions. Les discordes mènent parfois à des « séparations » idéologiques. Nous évoluons tout de même ensemble. Les nouvelles associations se créent, les anciennes finissent par revenir, ou s'épanouissent en parallèle.

Que répondez-vous à ceux qui vous reprochent de vouloir revenir en arrière en défendant une approche qu'on a qualifiée de « sextrémiste » ?

L'idée du « sextrémisme » développé par Femen Ukraine était d'arracher l'érotisme corporel volé par la commercialisation du sexe pour l'attacher aux problèmes de la société contemporaine. Nous avons décidé de protester contre le tourisme sexuel en combattant le feu par le feu, c'est-à-dire en utilisant l'image « pornographique » de la femme enregistrée dans notre inconscient collectif pour lutter contre l'exploitation de son potentiel sexuel.

La sexualité féminine est un champ de bataille. Cette sexualité est contrôlée par les hommes qui utilisent la femme, son image et

son corps, pour leurs propres buts et intérêts. Alors, avec Femen, c'est la sexualité féminine même qui s'est insurgée contre les institutions patriarcales — comme les institutions religieuses, les sociétés dictatoriales et l'industrie du sexe — en s'incarnant dans des performances politiques excentriques.

[...] C'est bien un cri de libération qui pousse les femmes à protester nues, que ça soit en Ukraine, en Gambie, en Egypte ou ailleurs sous le nom « Femen » ou d'une façon indépendante.

Le collectif Les Fermières obsédées creuse un sillon similaire au vôtre en passant par le biais de l'art visuel. L'art subversif est-il un chemin que les Femen pourraient emprunter ?

Dans Femen, il y a aussi la notion de l'art-extrémisme, qui est un mélange de sublimation, d'inversion et d'autodérision. Je vais reprendre les mots de la militante Oksana Chatchko : « Il s'agit de raviver à la fois la scène politique et la scène artistique. L'art créé par Femen n'est pas un art institutionnalisé. C'est un art libre de toute contrainte, de tout contrôle et de toute censure. Lors des manifestations, nous utilisons des éléments artistiques pour servir une protestation politique radicale. Nous croyons que la tâche principale de l'art, c'est la révolution, et que tout artiste est un révolutionnaire. »

Propos recueillis par Louise-Maude Rioux Soucy
Le Devoir

D Lire aussi Être femme en Occident, selon la militante Xenia Chernyshova. Sur LeDevoir.com/societe

FEMEN
C'est bien un cri de libération qui pousse les femmes à protester nues, dit Xenia Chernyshova.

DU 25 AU 27 OCTOBRE

APPLICABLE
AUX PRODUITS
DÉJÀ RÉDUITS

15%
DE RABAIS
À L'ACHAT DE
2 BOUTEILLES
OU PLUS
DE SPIRITUEUX AU CHOIX



La modération
a bien meilleur goût.

Educalcool

POUR DES CENTAINES D'IDÉES COCKTAILS, VISITEZ

espacecocktail.com



18+

Exclus de cette offre : titulaires de permis, SAQ Dépôt, agences de la SAQ et comptoirs Vin en vrac. L'offre Obtenez 15% de rabais à l'achat d'un minimum de 2 bouteilles de spiritueux au choix de 375 ml ou plus est en vigueur du 25 au 27 octobre 2013 seulement et s'applique uniquement aux spiritueux offerts en succursale et dans SAQ.COM. Le rabais de 15% est calculé sur le prix courant. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. Aucune substitution possible. Ne peut être convertie en crédit. L'offre est en vigueur jusqu'à la fermeture de la succursale ou l'épuisement des stocks, selon la première éventualité. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.



« La femme n'est pas un homme comme les autres »

Toutes drapées de blanc, les Antigones parlent d'une même voix qu'elles veulent digne, douce et posée. Dans leur manifeste où elles se présentent comme « filles de [leurs] pères, épouses de [leurs] maris, mères de [leurs] fils », les jeunes femmes insistent sur la complémentarité hommes-femmes. « Décidément, non, la femme n'est pas un homme comme les autres », lancent-elles dans un coup de griffe au mouvement féministe Femen.

Apparues en France le printemps dernier en opposition à l'« exhibitionnisme et l'hystérie » de ces dernières, les Antigones prônent un retour aux valeurs traditionnelles et la suprématie de la sagesse et de la dignité, valeurs toutes féminines dont elles se réclament. « Femen, vous affirmez que le combat de la femme est féministe. Nous répondons qu'il est féminin », lancent celles qui revendiquent la force d'une révolution dans la douceur.

Le rassemblement, qui depuis ne cesse de grandir (une antenne marseillaise était d'ailleurs inaugurée au début du mois), a fait l'objet de plusieurs critiques depuis sa fondation. Les Antigones partagent en effet des images et surtout des idées qui recoupent parfois celles de la mouvance identitaire, voire de l'extrême droite pure et dure, sinon carrément racialisée.

Si le rassemblement ne nie pas la présence en son sein de jeunes liées à l'aile jeunesse du Bloc identitaire, il a défendu son indépendance farouchement en affirmant n'avoir « aucune appartenance politique ou sociale ». Branchées et rompues au cirque médiatique dont elles maîtrisent les codes, les Antigones n'en sont pas moins prudentes dans leurs interventions, allant jusqu'à refuser des entrevues et se cacher sous des pseudonymes. Ses membres n'ont d'ailleurs pas accusé réception de la demande d'entrevue du *Devoir*.

ACTUALITÉS

Nouvelle lacune dans le dossier de la MMA

L'entreprise ne détenait pas de permis de Revenu Québec pour le transport de carburant

CAROLINE MONTPETIT

La compagnie Montreal, Maine and Atlantic (MMA), dont un train transportant du carburant a causé la mort de 47 personnes en explosant à Lac-Mégantic cet été, n'a pas et n'a jamais eu de permis de Revenu Québec.

La MMA aurait donc ainsi enfreint une réglementation provinciale, en plus d'avoir bénéficié d'une réglementation fédérale permissive en matière de transport de matières dangereuses. S'ils sont reconnus coupables de cette offense, les responsables de la compagnie sont passibles d'une amende allant de 2000 à 25 000 \$, ou encore d'une peine d'emprisonnement d'au plus deux ans.

En effet, tout transporteur de carburant en vrac doit être titulaire d'un permis selon la Loi québécoise concernant la taxe sur les carburants. Cette réglementation touche « tout transporteur qui assure le transport au Québec du carburant contenu dans un réceptacle de plus de 200 litres, autre que celui contenu dans le réservoir de carburant installé comme équipement normal pour l'alimentation du moteur d'un véhicule ». Le formulaire de demande de permis précise que « les principaux carburants sont le pétrole brut, l'huile lourde, l'essence, le mazout coloré, le mazout non coloré et l'essence d'aviation ». La MMA transporte pour sa part du pétrole brut.

« Selon la loi fiscale, je peux vous confirmer que la compagnie Montreal Maine and Atlantic Canada ne détient pas de permis de transport de carburant en vrac », reconnaît Stéphane Dion, chef des relations publiques et porte-parole à Revenu Québec.

Mesure fiscale

M. Dion mentionne cependant que cette obligation de détenir un permis est liée à une mesure fiscale, et non à une mesure de sécurité.

« Précisons que l'obligation de déte-



Ce permis de nature fiscale doit être déposé par tous les transporteurs de carburant en vrac. MMA, dont les wagons ont explosé le 6 juillet à Lac-Mégantic, ne le possédait pas.

nir un permis pour transporter du carburant en vrac a été mise en place pour contrer la fraude dans ce domaine », ajoute M. Dion.

« Ça me semble assez clair » que la MMA devait avoir un permis, commente Eric Gélinas, avocat spécialisé en fiscalité. Lorsqu'on lui demande si ce permis est lié à une perception de droits liée au transport de carburant, M. Dion répond laconiquement : « Il s'agit en effet d'une obligation fiscale. »

En vertu de l'article 42.1 de la Loi concernant la taxe sur les carburants, une personne qui effectue le transport de carburant en vrac sans détenir le permis requis commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 2000 \$ et d'au plus 25 000 \$, ou à la fois de cette amende et d'un emprisonnement d'au plus deux ans, précise M. Dion.

« Et en vertu de l'article 17.5 de la Loi sur l'administration fiscale [LAF], le ministre pourrait révoquer le certificat d'inscription d'une personne si elle est reconnue coupable d'une infraction à une loi fiscale », poursuit-il.

De plus, « en vertu de l'article 68.1 de la LAF, Revenu Québec peut s'adresser à un juge de la Cour supérieure afin d'obtenir une injonction ordonnant la fermeture de tout établissement ou la cessation de toute activité à l'égard de laquelle un certificat, un permis ou un numéro d'inscription est exigé, tant que le certificat ou le permis n'est pas délivré ou que le numéro d'inscription ne lui aura pas été attribué. »

Responsabilité du ministre

Selon M. Dion, c'est l'entreprise qui doit faire la demande pour ob-

tenir le permis requis par la loi. Or, selon Eric Gélinas, c'est le ministre qui a, au bout du compte, la responsabilité de faire appliquer la loi. Le fait de ne pas avoir de permis « est une offense pénale », confirme M. Gélinas.

À Revenu Québec, on refuse cependant de faire tout commentaire sur l'avenir du dossier de la Montreal, Maine and Atlantic, le tout faisant présentement l'objet d'une enquête policière. « Vous comprendrez que Revenu Québec ne peut émettre de commentaire supplémentaire afin de ne pas nuire à l'enquête policière en cours », s'est borné à dire M. Dion.

Lorsqu'on lui demande si l'Agence de Revenu du Québec mène une enquête sur cet aspect spécifique du dossier de la MMA, Stéphane Dion répond : « Revenu Québec ne commente pas ses enquêtes et ne confirme jamais la tenue d'une enquête. Cependant, je peux vous confirmer pour faire suite à une de vos questions que l'entreprise n'a pas et n'a jamais eu ce permis. »

Le permis de Revenu Québec est valide pendant deux ans. Il est renouvelé automatiquement à l'échéance de cette période. « A moins que vous n'ayez pas respecté vos obligations envers nous », écrit Revenu Québec sur son site Web.

Sur la page de Revenu Québec expliquant le type de permis en cause, on précise également que « le ou les permis doivent être affichés à l'intérieur de votre lieu d'affaires principal ». « Vous devez aussi en afficher une copie dans chacun des établissements que vous exploitez, ou faites exploiter par un tiers, s'il y a lieu. Si vous êtes titulaire d'un permis de transporteur de carburant en vrac, vous devez conserver une copie de votre permis dans chaque véhicule utilisé pour transporter ces produits », peut-on lire.

Le Devoir

Menaces contre les syndiqués de la Ville de Québec

ISABELLE PORTER

à Québec

La police de la Ville de Québec enquête actuellement sur un mystérieux groupe qui a menacé les chefs syndicaux, les employés de la Ville, leurs conjoints et leurs enfants de s'en prendre à eux avec un bâton de baseball.

Dans un communiqué reçu le 21 octobre par Le Journal de Québec, l'Association des payeurs de taxes de la ville de Québec écrit que « L'équipe de bâton de baseball de l'A.P.T.V.Q » a répertorié les coordonnées des chefs syndicaux, des employés et de leurs familles et qu'il ne reste qu'à « définir le jour et l'endroit de la partie de bâton de baseball ».

Le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) a ouvert une enquête, comme c'est le cas « pour n'importe quelle plainte de menace », a expliqué sa porte-parole Nancy Roussel. « Ce qui est particulier, c'est que le dossier est médiatisé. »

Vendredi, le directeur général de la Ville a écrit à tous les employés pour les aviser de l'existence de la lettre et les inviter à appeler sa ligne d'urgence si quelqu'un les menaçait.

Un résultat de la campagne?

Le porte-parole de la Ville de Québec, Jacques Perron a toutefois relativisé l'importance du péril. « Certains veulent faire un parallèle avec la campagne électorale, ce n'est pas une question de parallèle avec la campagne électorale. Dans le passé, on a reçu d'autres menaces. »

Personne ne sait qui est cette Association, mais les principaux concernés sont très inquiets. « Présentement, c'est la panique à la Ville de Québec », a déclaré le président du syndicat des fonctionnaires, Jean Gagnon.

Pour lui, il n'y a pas de doute, cela découle des déclarations de Régis Labeaume. « Il a parlé de révolte, de révolution. Pis quand tu arrêtes pas de taper sur le clou, c'est ce qui arrive. »

Régis Labeaume participait à une activité à l'extérieur vendredi. Le porte-parole de son parti a indiqué qu'il ne ferait aucun commentaire.

Le Devoir

L'ÉVÉNEMENT PERFORMANCE ACURA

LA TOUTE NOUVELLE
RLX
2014
** 10,5/6,4/8,6 L/100 KM

LE TOUT NOUVEAU
MDX
2014
** 11,2/7,7/9,6 L/100 KM

568 \$*
PAIEMENT MENSUEL

LOUEZ LA RLX POUR :
1,9%
LOCATION SUR 36 MOIS
ACOMPTÉ DE 5 175 \$

LOUEZ LE MDX POUR :
2,9%
LOCATION SUR 36 MOIS
ACOMPTÉ DE 5 790 \$

Le système de connectivité AcuraLink^{MC1} offert en option vous permet de diffuser du contenu en ligne dans votre véhicule depuis votre téléphone intelligent, de communiquer en direct avec les agents du service de conciergerie 24 h sur 24, 7 jours sur 7, et plus encore. Système offert en option sur les modèles RLX et MDX 2014 sélectionnés.



Prix de vente de 52 120 \$ pour une nouvelle Acura RLX 2014 (modèle KC1F3E) // un nouveau Acura MDX 2014 (modèle YD4H2EJN). Frais de transport et de préparation de 1 995 \$, pneus EHF (29 \$), filtres EHF (1 \$), taxe sur l'air climatisé (100 \$) et frais de l'OMVIC (5 \$) inclus. Permis, frais, assurances, enregistrement et taxes (incluant TPS/TVH/TVQ, si applicables) en sus. * Offre de location d'une durée limitée basée sur une nouvelle Acura RLX 2014 (modèle KC1F3E) // un nouveau Acura MDX 2014 (modèle YD4H2EJN), par l'entremise de Services financiers Acura, sur approbation de crédit. Taux de location de 1,9 % // 2,9 % sur 36 mois. Paiement mensuel de 568 \$ (incluant frais de transport et de préparation de 1 995 \$, pneus EHF, filtres EHF, taxe sur l'air climatisé et frais de l'OMVIC) avec acompte de 5 175 \$ // 5 790 \$ ou échange équivalent, dépôt de sécurité de 0 \$ et premier paiement mensuel payables à la signature du contrat. Total des obligations de la location de 25 623 \$ // 26 238 \$. Autres taxes (incluant la TPS/TVH/TVQ), permis, assurances et enregistrement en sus. Allocation de 20 000 km par année, frais de 0,15 \$/km excédentaire. ** Consommation de carburant Ville/Autoroute/Combiné selon les cotes de consommation EnerGuide 2014 publiées par Ressources naturelles Canada. Méthodes d'essai approuvées par Transports Canada. La consommation de carburant réelle peut varier en fonction de vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. À utiliser à des fins de comparaison seulement. † Système de connectivité AcuraLink^{MC1} offert en option sur les nouveaux Acura MDX 2014 avec ensemble Navigation (modèle YD4H4EKN), Technologie (modèle YD4H6EKN) et Élite (modèle YD4H8EKN) ainsi que sur les nouvelles RLX 2014 avec ensemble Technologie (modèle KC1F5EKN) et Élite (modèle KC1F9EKN). Certaines conditions s'appliquent. Les modèles représentés ne sont qu'à titre informatif. Les offres se terminent le 31 octobre 2013 et sont sujettes à changement ou annulation sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Le concessionnaire peut avoir à commander ou à échanger. Jusqu'à épuisement des stocks. Visitez acura.ca ou votre concessionnaire Acura pour connaître les détails. © 2013 Acura, une division de Honda Canada Inc.

ACTUALITÉS

Rudy Giuliani livre sa recette aux candidats montréalais

L'ex-maire de New York était de passage devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain vendredi

KARL
RETTINO-PARAZELLI

L'ancien maire de New York, Rudy Giuliani, croit avoir trouvé la recette pour mener une administration municipale et lutter contre la corruption. Il a accepté d'en dévoiler les ingrédients vendredi midi devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, en présence des quatre principaux candidats à la mairie de Montréal.

Tout d'abord, explique celui qui a dirigé la ville la plus peuplée des États-Unis de 1993 à 2001, un maire doit avoir un plan bien défini. «Un leader doit savoir où il veut aller avant de demander aux gens de le suivre», explique-t-il. Pour éviter de perdre de vue ses priorités, l'homme de 69 ans raconte qu'il rencontrait chaque semaine son équipe de conseillers pour

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR
Rudy Giuliani a lutté contre la criminalité et la corruption.

faire le point sur les engagements à mettre en œuvre.

Le maire d'une métropole doit également miser sur la transparence et évaluer constamment les résultats de ses politiques, poursuit-il. «Si

vous ne mesurez rien, vous ne savez pas ce qui cloche.»

Finalement, M. Giuliani conseille au dirigeant d'une ville de s'entourer des «bonnes personnes» à toutes les positions et de s'appuyer sur sys-

Rudy Giuliani

69 ans
107^e maire de New York, de 1993 à 2001
Candidat lors de l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 2008

Pour le mariage homosexuel, l'avortement et le projet d'oléoduc Keystone XL
Contre la réforme du système de santé du président Obama et le retrait des troupes américaines d'Afghanistan

tème de surveillance pour éviter les dérives éthiques.

Lutte contre la corruption

L'ancien maire de New York en avait également long à dire sur la corruption et la sécurité,

deux de ses chevaux de bataille.

Sous son règne, la criminalité new-yorkaise a chuté de 56%. Ses partisans saluent aujourd'hui sa détermination, tandis que ses détracteurs montrent du doigt ses politiques jugées brutales, notamment envers les minorités ethniques.

«On a renvoyé les prostituées et les vendeurs de drogue vers le New Jersey», a-t-il lancé à la blague vendredi en décrivant le «ménage» qu'il a effectué à Times Square.

En ce qui concerne la corruption, Rudy Giuliani se souvient de la création sous son administration d'une unité d'enquête anticorruption, qui a selon lui permis d'assainir les mœurs de la Ville.

Lorsqu'on lui demande si la recette de son succès peut convenir à une ville comme Montréal, elle aussi aux prises avec de récents scandales de corruption, le politi-

icien acquiesce sans hésiter. «Vous devez présenter les changements que vous voulez apporter. Vous devez être certains de vos idées et ne pas vous soucier de l'accueil qu'elles recevront, répond-il. Si vos idées sont populaires, tant mieux, sinon, tant pis.»

Source d'inspiration

Lors de la campagne électorale, plusieurs candidats à la mairie de Montréal ont dit s'inspirer des réussites de New York. Mélanie Joly veut miser sur la «transparence totale» prônée par le maire sortant, Michael Bloomberg, Denis Coderre entend créer un poste d'inspecteur général suivant l'exemple new-yorkais, tandis que Marcel Côté promet la création d'un poste de directeur de l'innovation numérique, calqué sur ce qui existe dans la Grosse Pomme.

Le Devoir

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Vote par anticipation : jusqu'à deux heures d'attente

Les électeurs ont dû attendre jusqu'à deux heures avant de voter dans les bureaux d'arrondissement à Montréal, vendredi. Le vote a été tellement populaire qu'Élection Montréal a doublé le nombre de travailleurs de scrutin durant la journée.

Pour la première fois dans une élection municipale à Montréal, les électeurs peuvent voter, avant le scrutin du 3 novembre, dans les bureaux du président d'élection de chacun des arrondissements. Commencée vendredi, cette procédure se poursuivra lundi, mardi et mercredi, la semaine prochaine. Le vote par anticipation se tiendra aussi ce dimanche, de midi à 20 h.

Lorraine Cusson, de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, aurait bien aimé voter vendredi. Mais elle a dû rebrousser chemin pour retourner travailler. «J'étais plus motivée que d'habitude à aller voter, parce qu'il y a un véritable enjeu dans cette élection. Mais on m'a informée que l'attente pouvait atteindre jusqu'à deux heures», dit-elle au Devoir.

Des situations comme celle-là se sont répétées à plusieurs endroits en ville. «Le vote a été plus populaire que prévu», explique Pierre G. Laporte, d'Élection Montréal.

L'UMQ lance un appel au vote

«Un tournant historique», «un exercice sans précédent», «l'occasion pour les citoyens de se réapproprier la démocratie»; une demi-douzaine de maires réunis par l'Union des municipalités du Québec n'ont pas lésiné, vendredi, sur l'utilisation de termes-chocs dans l'espoir de convaincre davantage de citoyens d'aller voter, le 3 novembre, ou durant le vote par anticipation. Le taux de participation général a été de 45% lors des élections municipales de 2009. Le président de l'UMQ et maire de Rimouski, Eric Forest, aimerait atteindre les 50% cette fois-ci.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

Moisissures : l'école Baril prête en 2016

Les élèves et le personnel de l'école Baril, du quartier Hoche-laga-Maisonnette à Montréal, devront attendre encore deux ans et demi, soit jusqu'au printemps 2016, avant de pouvoir accéder à leur école toute neuve. Bénéficiant d'une nouvelle aide de 19 millions de Québec, la Commission scolaire de Montréal a présenté jeudi soir le plan préliminaire de la reconstruction de cette école, qui devra être démolie en raison de graves problèmes de moisissures. Peu nombreux à la rencontre — ils n'étaient qu'une vingtaine alors que l'établissement compte près de 200 élèves —, les parents se sont réjouis de cette bonne nouvelle tout en manifestant certaines inquiétudes. Selon l'enseignante Michèle Henrichon, même si la commission scolaire semble à l'écoute, le lien de

confiance est à rebâtir avec la communauté de l'école Baril. Elle plaide pour que les élèves, temporairement transférés à l'école Louis-Riel, une école qui a aussi connu des problèmes du même ordre, bénéficient de plus d'encadrement et de soutien pédagogique en attendant d'avoir leur nouvelle école.

Le Devoir

et Stephan Cloutier. Les deux policiers sont spécialistes de la mafia italienne et des bandes de motards. Ils témoigneront au sujet de l'infiltration du crime organisé dans la construction.

Le Devoir

Une marche pour la laïcité

Les «Janette» et Le Rassemblement pour la laïcité organisent ce samedi ce qu'ils considèrent être «la première manifestation de masse en faveur de la laïcité dans l'histoire du Québec». La marche débutera à 13 h à la place des Festivals, pour se conclure au parc La Fontaine. «Je pense que si on ne marche pas demain [samedi] pour la laïcité, on va reculer», affirme l'animatrice Julie Snyder, l'une des cosignataires de la lettre publiée il y a environ une semaine par Janette Bertrand pour appuyer le projet de Charte des valeurs québécoises du gouvernement Marois. M^{me} Snyder participera à la marche en compagnie d'autres «Janette» et de plusieurs personnalités publiques.

Le Devoir

COMMISSION CHARBONNEAU

Pereira de retour

L'ex-député syndical de la FTQ-Construction (FTQ-C) Ken Pereira est suffisamment remis de son traumatisme crânien pour reprendre son témoignage à la commission Charbonneau. A compter de lundi, M. Pereira subira son contre-interrogatoire aux mains des avocats de l'International (son ancien syndicat) et de ceux de la FTQ-C. M. Pereira a dû interrompre son contre-interrogatoire après être tombé dans son escalier, le 8 octobre dernier. Il était en convalescence depuis. Il sera suivi à la barre par deux enquêteurs de la commission, Nicodemo Milano

CONFÉRENCE ANNUELLE BEAVERBROOK ANNUAL LECTURE

The Honorable
L'Honorable **Al Gore**

TECHNOLOGY AND THE FUTURE OF DEMOCRATIZATION
SALLE D'ÉCOUTE SEULEMENT - INSCRIPTION OBLIGATOIRE
LA TECHNOLOGIE ET LE FUTUR DE LA DÉMOCRATISATION

FREE PUBLIC CONFERENCE > November 5, 2013, 6 pm > C-201, 555 Sherbrooke Street W.
OVERFLOW ROOM FOR LIVE TRANSMISSION ONLY > www.media.mcgill.ca

CONFÉRENCE PUBLIQUE GRATUITE EN ANGLAIS > C-201, 555, rue Sherbrooke Ouest
SALLE D'ÉCOUTE AVEC TRANSMISSION EN DIRECT SEULEMENT > 5 novembre 2013, 18h

McGill
DEAN OF ARTS FUND
CEPSI
CIPSS
ISID
TOYENMENT
MAGAZINE
DEMOCRATIC
CITIZENSHIP

COLLOQUE
L'ARCHITECTE
À L'HEURE DE
LA PARTICIPATION
CITOYENNE

Ici comme ailleurs, les citoyens veulent avoir leur mot à dire dans la conception de leurs milieux de vie.

Venez prendre part à ce dialogue entre les architectes et la population.

QUAND? Samedi
16 novembre 2013

OÙ? Centre des sciences de Montréal, 2, rue de la Commune Ouest

COÛT? 30 \$ la journée (incluant un repas)

INSCRIPTION? oaq.com

PROGRAMME:
OAQ.COM
ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC

Sophie
DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES • COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514 • 861 • 0630
VIEUX-MONTRÉAL

Papeterie
Casse - Noisette

Papier Lalo - papiers St-Gilles - Cartes - Plumes
Stylos - Livres d'or - Albums de photos

L'AGENDA MODERNE — agendas MIGNON

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Conférence

La face cachée de l'Univers

Physicienne de formation, Pauline Gagnon travaille depuis 18 ans au CERN (Laboratoire européen de la physique des particules) à Genève.

Mercredi 6 novembre 2013, 19 h

Réservation obligatoire - Adultes : 8\$, étudiants et aînés : 4\$

www.coeurdessciences.uqam.caCŒUR
DES
SCIENCES

UQAM

Hydro
Québec LE DEVOIR

CECI

CECI CONTRIBUE AU BIEN-ÊTRE.
LE BIEN-ÊTRE DE 2 540 000
PERSONNES À TRAVERS 47 PROJETS
DE DÉVELOPPEMENT ET D'AIDE HUMANITAIRE RÉPARTIS DANS 18 PAYS.
CECI CONTRIBUE À L'ACCOMPLISSEMENT.
L'ACCOMPLISSEMENT DE 677 COOPÉRANTS VOLONTAIRES QUI ONT DONNÉ 59 923 JOURS DE PRÉSENCE TERRAIN. CECI CONTRIBUE À VOTRE FIERTÉ. LA FIERTÉ DE DONNER À UN ORGANISME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE. LA FIERTÉ DE LUTTER CONTRE L'EXCLUSION ET LA PAUVRETÉ¹.
**ET C'EST AVEC VOUS
QUE CECI PEUT DEVENIR
TOUT CELA.**

CECI.CA/IMPLIQUEZ-VOUS
1 877 875-2324 OU 514 875-9911 POSTE 283

ASSISTEZ AU CONCERT-BÉNÉFICE DU 29 NOVEMBRE 2013*
L'ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN RÉUNIT LE CHEF YANNICK NÉZET-SÉGUIN ET LE CONTRALTO MARIE-NICOLE LEMIEUX.
RSVP LAURINEK@CECI.CA / 514 875-9911 POSTE 226



1. Ces chiffres correspondent aux réalisations de l'année 2012 (Rapport annuel 2012-2013).

* Un reçu d'impôt sera émis au montant admissible du don (montant du billet [250\$], moins la valeur de l'avantage reçu lors de la soirée).

ACTUALITÉS

MÉLANIE JOLY — LE VRAI CHANGEMENT POUR MONTRÉAL

Les ambitions assumées d'un caméléon

En quelques semaines et deux sondages, Mélanie Joly est passée de candidate marginale à principale adversaire de Denis Coderre. Une progression rapide, à l'image de la carrière d'une jeune femme qui ne cache pas des ambitions personnelles élevées. Portrait d'une fonceuse touche-à-tout.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Tous ceux qui l'ont côtoyée le disent d'une même voix: Mélanie Joly est ambitieuse. Depuis toujours, et dans tout. Sûre d'elle? «À 28 ans, elle voulait écrire son autobiographie», dit en riant un membre de son entourage.

De la confiance en soi, Mélanie Joly n'en manque pas. À 34 ans, elle brigue la mairie de Montréal, convaincue d'être celle dont la Ville a besoin pour se relever. Face à des adversaires autrement plus expérimentés, elle ne concède rien — arguant même avoir plus d'expérience que Marcel Côté en redressement d'entreprises. «J'ai dirigé une entreprise, je l'ai restructurée. Lui était consultant. C'est autre chose.»

Mélanie Joly a en tout cas su redresser la barre de sa propre campagne électorale après des débuts chaotiques. Quand elle s'est lancée le 17 juin, après «deux semaines de réflexion», c'était sans candidat, sans programme, sans site Internet, et munie pour l'essentiel d'un communiqué de 330 mots.

Le choix de la spécialiste en relations publiques de convoquer la presse au moment où l'UPAC arrêta le maire Michael Applebaum en avait étonné certains. De même, l'oubli de l'avocate d'obtenir les autorisations nécessaires du Directeur général des élections. Pressée, Mélanie Joly.

Mais le vent a tourné. Étape par étape, Joly s'est constituée une équipe qui compte aujourd'hui une soixantaine de candidats. Son programme en 10 points, succinct mais pré-



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Peu importe le résultat des élections, Mélanie Joly aura réussi à se faire un nom durant cette campagne. Plusieurs soutiennent d'ailleurs que c'était l'objectif réel de sa candidature.

Mélanie Joly

Âgée de 34 ans
Diplômée en droit de l'Université de Montréal et de l'Université d'Oxford
A été directrice associée à l'agence de relations publiques Cohn & Wolfe
A été avocate au sein des bureaux montréalais Stikeman Elliott et Davies Ward Phillips & Vineberg
A cofondé les groupes de réflexion Génération d'idées, M19 et Sortie 13

cis, a été bien reçu. Bon travail de terrain, présence active dans les réseaux sociaux, elle a forcé sa participation dans les débats. Son message passe mieux, même si son entourage reconnaît qu'elle «n'est pas une grande oratrice».

Le premier sondage de la campagne la classait quatrième dans les intentions de vote. Le deuxième l'a fait pas-

ser devant tous les opposants de Denis Coderre. Et aujourd'hui, plus personne ne néglige Mélanie Joly.

Intérêt connu

Peu importe le résultat des élections, elle aura réussi à se faire un nom durant cette campagne. Plusieurs soutiennent d'ailleurs que c'était l'objectif réel de sa candidature. «Elle voit ça comme un tremplin vers la politique fédérale», dit une connaissance.

Conseillère stratégique durant la campagne au leadership de Justin Trudeau, fille d'un ancien argentier du Parti libéral du Canada (Clément Joly), belle-fille d'une ex-députée du même parti (Carole-Marie Alard): même si elle se présente comme dépourvue d'expérience politique, Mélanie Joly n'est pas étrangère aux coulisses libérales. Mais elle jure qu'elle a «envie de [se] dédier à la politique municipale».

Un choix qui n'étonne pas nécessairement ceux qui la connaissent bien. «Elle a tou-

jours eu des ambitions politiques ouvertes», indique Mathieu Bouchard, président du comité contenu de sa campagne. Et elle a toujours dit que c'est au municipal qu'elle pourrait faire la plus grande différence. J'ai été surpris qu'elle se lance maintenant, mais pas qu'elle le fasse à Montréal», dit celui qui a fait son stage en droit en même temps que Mélanie Joly, en 2002.

Pour son amie Émilie Germain-Villeneuve non plus, le passage de Joly en politique n'a jamais fait de doute. «Elle en faisait à la faculté de droit — comme présidente de l'association étudiante — et elle s'impliquait déjà dans différents projets. Ceux qui disent que son intérêt sort de nulle part et est purement opportuniste se trompent. C'est la suite de ce qu'elle fait depuis qu'elle a 20 ans.»

Ceux qui l'ont côtoyée au fil des ans évoquent les mêmes qualités pour décrire Mélanie Joly: la confiance en soi, la capacité de bien s'entourer, celle de réussir les mandats qu'on lui confie («c'est quelqu'un qui va te rendre du point A au point B», estime Germain-Villeneuve), le sens

de la consultation, «une passion certaine», dit l'ancien journaliste Alexandre Dumas, qui a travaillé avec elle dans les deux dernières années au cabinet de relations publiques Cohn & Wolfe.

Caméléon

«Elle a des capacités de caméléon pour s'adapter aux contextes, aux situations», juge Denis Saint-Martin, professeur de science politique à l'Université de Montréal. Mélanie Joly a été son assistante durant un trimestre. «Je n'ai aucun doute sur ses compétences. Elle a travaillé de façon extrêmement professionnelle», dit-il.

Mais déjà, à l'époque, on la percevait comme «carrière, opportuniste, bonne dans l'autopromotion», relève un ex-colleague de classe. Chose certaine, elle sait «présenter le message», illustre un autre en citant l'exemple d'un ancien C.V. présenté par Mélanie Joly: elle y soutient avoir acquis des «connaissances approfondies du journalisme et des médias»... cela, après un stage de six mois à Radio-Canada.

La lecture de son C.V. officiel impressionne tout de même:

avocate dans deux grands cabinets, directrice du bureau montréalais de l'agence de communication Cohn & Wolfe, membre de plusieurs conseils d'administration (Conseil supérieur de la langue française, Musée d'art contemporain), cofondatrice du groupe Génération d'idées (GI), Mélanie Joly cumule les jalons, tête d'un peu de tout.

Certains disent que c'était pour mieux se préparer à la politique. D'autres la soupçonnent d'être incapable de se concentrer sur un seul but: parallèlement à GI (un groupe qu'elle a dû quitter après une chicane interne), elle a fondé le groupe de réflexion, M19 (pour préparer sa candidature à la mairie), puis le groupe Sortie 13 (de «jeunes leaders dynamiques»), en plus de travailler de façon discrète à la campagne de Justin Trudeau. Hyperactive, Mélanie Joly.

Pistonage?

Ses nominations à de prestigieux conseils d'administration, elle les devrait à «ses grandes capacités de réseautage», mais aussi un peu à celles de son père, dit-on à droite et à gauche. «Ce n'est pas seulement du pistonage, parce qu'elle arrive ultimement à livrer la marchandise. Mais les contacts de Clément Joly lui ont ouvert des portes de CA et notamment permis de décrocher ses premiers contrats d'importance chez Cohn & Wolfe», disent deux sources. Une troisième confie que «la filière libérale l'a bien servie».

En entrevue au Devoir, Mélanie Joly a répondu sèchement «je ne suis pas mon père» lorsque questionnée sur les activités de celui-ci — notamment le fait que son nom a souvent été mentionné à la commission Gomery (sans qu'il soit accusé de quoi que ce soit). Elle est plus encline à parler de sa mère, Laurette Racine, qui se présente à ses côtés comme candidate dans l'arrondissement d'Ahuentsic-Cartierville.

Besoin d'amour

Autre point de consensus sur sa personne, on dit de Mélanie Joly qu'elle a «un grand besoin d'attention et d'être aimée. Elle ne peut se contenter d'un rôle de second violon». «C'est pour ça qu'elle n'a probablement même pas pensé à faire ses preuves comme conseillère d'arrondissement, pense un membre de son entourage. Quand elle fait du bénévolat, c'est pour des conseils prestigieux, pas dans le communautaire. Elle aime avoir les projecteurs sur elle.»

N'empêche que tous estiment son engagement politique bien fondé, même si certains estiment prématurées ses visées au plus haut niveau. «Elle veut laisser sa marque dans la société», pense une amie. Une marque que, à tout le moins, elle a imprimée dans cette campagne.

Avec Marco Fortier
Le Devoir

Le plaisir d'explorer,
le besoin de comprendre

COMÈTE À L'HORIZON
LE SPECTACLE DU SIÈCLE?

PATAGONIE
UNE NOUVELLE BAIE JAMES?

MOISSISSURES
MON ÉCOLE EST POURRIE!

QUEBEC SCIENCE
NOVEMBRE 2013 QUEBECSCIENCE.QC.CA

RECHERCHE: À BAS L'OMERTA!
LA CHASSE AUX TRICHEURS

Serge Bouchard:
Montréal, ma ville

Anorexie:
l'adolescence assiégée

34% DE RÉDUCTION
1 AN : 35 \$*

41% DE RÉDUCTION
2 ANS : 63 \$*

46% DE RÉDUCTION
3 ANS : 86 \$*

* Prix avant taxes

Aussi disponible en édition numérique

ABONNEZ-VOUS !
quebecscience.qc.ca/abonnement

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
L.L.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

MODE & BEAUTÉ & BIEN-ÊTRE
Les incontournables du Plateau

Nana et les Girls
du Plateau

UN ESPACE
BEAUTÉ
BRANCHÉ ET
PROFESSIONNEL

SPECIALISATIONS
Cheveux bouclés, crépus
et en santé.

514-439-9043 | 257 Ave Mont-Royal Est | www.nanaetlesgirls.com

Pour annoncer dans ce regroupement, communiquez avec
Catherine Pelletier au 514.985.3502 ou cpelletier@ledevoir.com

MOI, J'MUV À ROSEMONT!

M CONDOS U V



Face au parc Pélican • Développement durable • Chalet urbain • Potagers • Piscine intérieure • Gym • Café



BUREAU DES VENTES
5200, RUE MOLSON
MONTRÉAL (QC) H1Y 3B5
(COIN BOUL. ST-JOSEPH)



514 506 4999
muvcondos.com



MAISON URBAINE • PENTHOUSE • CONDO ABORDABLE

ACTUALITÉS

FILLES

SUITE DE LA PAGE 1

cialiste des tendances corporelles et de la publicité, qui étudie l'image de la pin-up. Car la femme en série, c'est en quelque sorte une accumulation de pin-up. « C'est pour faire vendre que cette image revient, et le plaisir sexuel est derrière. » Et quoi de plus rassurant pour une pensée de consommateur que l'abondance? Pourquoi se contenter de reluquer un beau corps de femme quand on peut en regarder dix ou cent à la fois? La belle alors n'est que le maillon d'une chaîne, la perle d'un collier.

On assiste alors à « une chosification du féminin », soutient Martine Delvaux, une objectivation. « J'aime bien le mot anglais commodification, qui ne dit pas seulement la mise en marché des femmes, mais la femme-ornement. » La potiche intégrale, quoi, le bijou que l'homme peut arborer. « La cheerleader, c'est ça: l'ornement du joueur de football. On va me répondre que c'est un sport à part entière, qu'il faut être douée, avoir un esprit de corps... Mais mettez-les en plein centre du terrain de foot, ces filles, alors!, au cœur même de l'action! »

«Je» est toutes les autres

Les demoiselles alignées savent susciter d'admiration oh! et ah! « Prends les Tiller Girls [ces danseuses de la fin du XIX^e siècle], poursuit M^{me} Delvaux, ou les Rockettes [du Radio City Music Hall], ou le corps de ballet: une série de corps de femme dont on se sert pour représenter un objet, une forme géométrique séduisante. On est dans une image de l'image. » Les filles n'y sont même plus objet, mais simple trait de crayon. « Elles sont au service de l'imaginaire d'un autre. Mais quand je les vois toutes lever la jambe exactement en même temps... Ayoie! C'est beau. Je suis séduite par ces objets culturels-là. Mais cette esthétique est complètement anesthésiante. » Mariette Julien, elle, note un étrange paradoxe: « J'observe que plus les femmes se libèrent dans la société, plus elles s'enferment dans l'apparence. Peut-être que les psychologues ont des choses à dire à ce sujet. »

Pile ou face, face ou seins

Et c'est ce qui a plu à Martine Delvaux: le paradoxe. Car la série de filles est une image double, un peu D^r Jekyll et Mister Hyde. « D'un côté, les filles en série sont une image désidentifiée de Barbie, de bunnies Playboy: la représentation du marché des femmes, actualisé. Mais cette image se renverse. Et on peut l'utiliser pour la faire vaciller. » Des filles choisissent donc de rentrer dans le moule pour mieux le faire craquer de l'intérieur. « Prends les Femmes: elles utilisent la série, en convoquant le cliché qui vient avec, pour faire vaciller l'image. » Comme les Pussy Riot. Comme les artistes des Fermières Obsédées. Comme, si on remonte dans le temps, la journaliste Gloria Steinheim, engagée au début des années 1960 comme bunny Playboy, qui a rapporté ensuite le traitement fait aux filles dans le club de New York.

« Nous savons très bien que les hommes n'ont pas peur de nos seins, si ces seins sont dans leur chambre à coucher ou dans une publicité, pour leur satisfaction ou pour leur business, explique Xenia Chernyshova, de Femmes Québec. Mais nous savons qu'en voyant un corps féminin dénudé dans des places publiques, ils sont choqués. Ils ne sont pas prêts et ils ont peur de ces femmes nues... incontrôlables. » C'est pour cette raison que M^{me} Chernyshova voit Femmes comme une émancipation, un « empowerment [une prise de pouvoir] des femmes face à leur identité, leur sexualité et leur pouvoir. »

L'école de la beauté et de la série

Comment réagir alors face aux concours de mini-Miss, qui font tant jaser de la France à Laval? Sont-ils une école de filles en série? « Il y a aussi cette légalité américaine, Toddlers and Tiaras », qui suit des reines de beauté encore aux couches, ou presque, ajoute l'essayiste Martine Delvaux. « Les mini-Miss sont le départ d'une série de concours de beauté... mais si jeune. C'est terrible. » C'est là que sa pensée rejoint celle de feu l'auteure Nelly Arcan: « Pour moi, ces concours-là sont une sorte de rêve d'inceste, parce que le regard posé sur ces petites filles habillées en femmes est sexualisé. Là, littéralement, il y a une hypersexualisation à la limite de la pédophilie. C'est tirer la petite fille dans le monde de la femme sexuée et sexuelle. » Elle voit le même rapport trouble face aux girl models, ces mannequins qu'on vend comme des femmes de 18-20 ans, qui ont en réalité 13 ou 14 ans, « et qui se retrouvent seules dans des studios de photo avec des hommes de 40 ans. Alors quand les Femmes grimpent sur le catwalk de Nina Ricci [comme elles l'ont fait à Paris en septembre dernier], moi j'applaudis. C'est pas vrai que c'est un geste naïf: c'est le nerf de la guerre. C'est exactement là que ça se joue. »

Et les hommes, est-ce qu'on ne les voit pas, eux aussi, ne serait-ce que dans l'armée, en série? Dans son livre, Delvaux estime que, « le boys club vient après la masculinité, et [...] vient la renforcer. Les hommes s'agencent entre eux, mettent en commun des identités déjà constituées » au contraire des filles, qui deviennent par la série. L'auteure se fait plus nuancée en entrevue. « La différence, centrale, c'est que les hommes sont en série au nom du pouvoir — comme les militaires, par exemple — même s'ils peuvent aussi en faire les frais. Hiérarchiquement, ils sont supérieurs aux filles en série. Mais oui, les gars en série existent. Et j'ai l'impression que je vais peut-être faire un autre essai sur eux... » Le début d'une série de livres?

Le Devoir

MONTREAL

SUITE DE LA PAGE 1

mairie de Montréal n'aurait rien à dire sur quoi que ce soit. Ça serait terrible. Comment peut-on être aussi insensible à l'avenir de la métropole du Québec? » se demande M. Bergeron.

Le chef de Coalition Montréal, Marcel Côté, est tout aussi tranchant: « Le ministère des Transports est un des ministères les moins compétents. C'est eux qui nous ont donné les problèmes liés à l'échangeur Turcot. Sur la base de l'échangeur Turcot, on ne peut pas laisser faire le MTQ, avec ses gros sabots et son insensibilité à la réalité urbaine. »

« Ça n'a aucun sens », croit pour sa part Mélanie Joly. « On ne peut pas penser que la construction d'une autoroute n'a pas d'impact sur une ville. C'est la Ville qui a la responsabilité de l'aménagement du territoire », a-t-elle rappelé.

Économiser du temps et de l'argent

Le MTQ et le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) ont invoqué la nécessité de gagner du temps et de réduire les coûts des grands projets pour justifier leur décision de soustraire les projets de reconstruction et d'élargissement des autoroutes en milieu urbain de la nécessité d'obtenir un certificat d'autorisation des villes concernées.

Dans les faits, ce sont les délais occasionnés par la Ville de Montréal et l'arrondissement du Sud-Ouest dans le cadre de la reconstruction du complexe Turcot qui sont à l'origine du projet de règlement. Après qu'un avis eut été publié dans la Gazette officielle, la Ville a exprimé son opposition au projet qui la privera de sa capacité à faire respecter la réglementation municipale en matière d'environnement, dit-elle.

Le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et maire de Rimouski, Eric Forest, comprend mal la définition que le gouvernement donne au mot « partenaire ». « C'est un peu frustrant, a-t-il indiqué au Devoir. D'un côté, ils nous confient le mandat de l'aménagement de notre territoire, nous disent que nous devons développer des environnements de participation citoyenne, dégager des consensus pour le PMAD [Plan métropolitain d'aménagement et de développement] et faire des plans d'urbanisme. De l'autre côté, ils arrivent et nous tassent. Nous n'avons pas un mot à dire. Ben voyons! C'est un partenaire, ça? Entre l'esprit et le geste, il y a parfois des écarts incompréhensibles. »

M. Forest cite la volte-face du gouvernement au sujet de l'entente fiscale entre les villes et le gouvernement. La première ministre Pauline Marois avait promis un remboursement à 100% de la TVQ, dit-il. « On n'est plus là-dedans, on est à 62% », déplore-t-il.

Une vraie métropole

Pour les quatre candidats à la mairie de Montréal, ce nouvel incident démontre que le temps est venu d'établir un véritable partenariat entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec. « C'est n'est plus vrai que



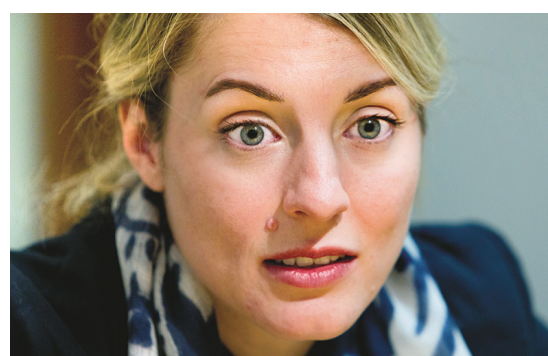
Pour Denis Coderre, Mélanie Joly, Marcel Côté et Richard Bergeron, ce nouvel incident démontre que le temps est venu d'établir un véritable partenariat entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.

les villes sont des créatures des provinces. On doit avoir un partenariat solide », soutient Denis Coderre, en évoquant l'entente conclue entre le gouvernement de l'Ontario et la Ville de Toronto qui accorde à celle-ci une autonomie enviable.

« Je demande au gouvernement de réévaluer sa décision », ajoute M. Coderre au sujet du projet de règlement sur les travaux autoroutiers. C'est très clair qu'à partir de la semaine prochaine, mon administration va jouer un rôle de premier plan, parce qu'en matière d'environnement, avec ce qui s'en vient, le pipeline et les autres dossiers, on aura besoin d'avoir un partenariat entre le gouvernement et la métropole. »

Richard Bergeron promet aussi que le gouvernement le trouvera sur son chemin s'il est élu à la mairie: « J'espère que ça n'aura pas de suite, que ce n'est qu'un ballon d'essai. Mais si ça devait avoir lieu, sachez que le maire de Montréal, si c'est moi, oh! que je vais parler haut et fort! Et bonne chance au gouvernement pour réussir à faire ce genre de projet. »

Marcel Côté croit que Québec renoncera à son projet de règlement. « Je pense que c'est une décision qui a été prise à la hâte par le gouvernement du Québec et qui sera révisée. C'est impossible à Montréal de faire des travaux sans demander la permission de la Ville. Ça vous montre l'insensibilité du gouvernement du Québec. Il l'a d'ailleurs démontré dans bien des dossiers comme celui de la



ANNIK MH DE CARUFEL ET JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Charte des valeurs et la question de la langue.

Comme elle l'a fait depuis le début de la campagne électorale, Mélanie Joly soutient que Québec devrait accorder un statut particulier à Montréal de même qu'une part de 0,5% de la TVQ générée sur son territoire de manière à ce que la métropole puisse diversifier ses sources de revenus. Elle s'engage aussi, si elle est élue mairesse le 3 novembre, à faire la tournée des régions. « C'est une question d'affirmation et de dialogue avec les régions. Montréal doit rebâtir son capital politique » à travers le Québec. »

Jeudi, dans une déclaration transmise au Devoir par courriel, le ministre de l'Environnement, Yves-François Blanchet, a soutenu que son ministère ne contournait pas les normes environnementales ni le processus d'obtention d'un certificat d'autorisation. « Nous permettons seulement d'accélérer les projets majeurs du MTQ, dans l'ensemble du Québec, et de diminuer leurs coûts. C'est une question d'efficacité et d'efficience, dans une vision plus large d'allègements administratifs, qui profitera à l'ensemble des contribuables québécois », avait-il fait savoir.

De son côté, le cabinet du ministre des Transports, Sylvain Gaudreault, a assuré que le gouvernement tiendrait compte des commentaires des municipalités dans l'étude de son projet de règlement.

Le Devoir

ARCADE

SUITE DE LA PAGE 1

conga qui anime le disque, ses airs reggae, la basse qui vibre, ces notes de saxophones, ces claviers omniprésents qui sonnent parfois comme des cordes.

Assis dans une petite mais somptueuse chambre du chic hôtel Saint-James, équipée de sofas d'époque et d'un lit (king?) à baldaquin en bois foncé, les multiinstrumentistes Richard Reed Parry et Tim Kingsbury approuvent de la tête quand on évoque ces sonorités davantage exploitées par Arcade Fire. Reflektor est un disque plus pour les hanches que pour la tête.

« Je crois que c'est un effort en ce sens, dit Parry en anglais. Je ne vais pas dire qu'on voulait relaxer, mais on voulait se laisser aller un peu plus musicalement, et la façon de le faire a été de trouver des émotions qui auraient, qui vivaient sur une longue période de temps, au lieu de faire comme d'habitude, "yah-yah-yah-yah: done!", dit-il en martelant une guitare imaginaire. On voulait trouver des rythmes qui sont bien assis, installés, et qui réussissent à avancer en même temps. Je fais toujours la référence à Fela Kuti. Ses chansons n'ont pas un début ou une fin, elles commencent et arrêtent à un certain moment, et il y a du "lousse" dans ça, mais on s'en fout parce qu'on veut simplement que ça roule, que ça danse. »

Haïti et Jamaïque

Reflektor, dont la pochette montre une sculpture d'Orphée et d'Eurydice de Rodin, a été enregistré avec James Murphy (LCD Soundsystem) à différents endroits, dont à New York et en Jamaïque. Le leader du groupe, Win Butler, a récemment confié que le groupe a été marqué par un séjour en Haïti, pays d'origine de la chanteuse Régine Chassagne, qui est aussi la conjointe de Butler.

« Être dans ces endroits nous a influencés, c'est sûr, on est tout naturellement des gens enthousiastes et curieux, et on voulait absorber la musique qui était autour de nous, explique Richard Reed Parry, aussi dans le groupe Bell Orchestra. Je me souviens très bien de notre première



L'impact James Murphy

Pour Reflektor, Arcade Fire a travaillé avec le musicien et réalisateur James Murphy, connu pour son travail avec LCD Soundsystem. « Il sautait dans la mêlée, il offrait sa version, et puis nous, on réagissait, pour le meilleur ou le pire, dit Tim Kingsbury. Comme sur Joan of Arc, il a enlevé plusieurs choses dans la chanson, et... nope, on a tout ramené. Ailleurs, il a fait des choses super. Comme sur Here Comes the Night Time, sur le vers, il écoutait et puis a ajouté un hi-hat qui ferme, ce qui fait complètement exploser la chanson. » « C'est comme si c'était un nouveau membre du groupe dont personne n'est encore écauré, tu comprends? » rigole Richard Reed Parry.

nuit en Jamaïque, on entendait la musique d'un club de l'autre côté de l'eau. Normalement, en Amérique du Nord, si tu entends la musique d'un club à deux coins de rue, ça fait des gros coups martelés, agressifs. Là, c'était de la basse, douce, moelleuse... super mellow! »

Un album en réaction

Kingsbury et Parry ne veulent pas trop discuter des paroles du disque, qui évoquent entre autres la technologie (sur la pièce-titre) et la mort (Afterlife). Mais à les entendre parler musique, on en vient à comprendre que Reflektor est un peu une réaction à... Arcade Fire. Depuis que le groupe a gagné le Grammy du disque de l'année en 2011, il était attendu plus que jamais, et devait livrer ce que les gens voulaient: des hymnes rock qui se gonflent et qui atteignent un climax. Mais après le 200^e concert, la redite peut être épuisante pour un groupe.

Parry hésite. « Je crois... je crois qu'on veut avoir du plaisir dans ce qu'on fait de plus en plus. Et je crois que quand on a commencé à jouer, c'était très performatif, et basé sur l'adrénaline, comme si on voulait prouver quelque chose, en jouant fort! Et tu ne peux pas faire ça pour tou-

jours. On voulait donc trouver quelque chose qui pouvait nous pousser vers l'avant. »

Kingsbury multiplie les « yeah, exactly » par-dessus les explications de son grand roux de collègue, avant de prendre la perche. « Alors on a cherché des avenues qui nous permettaient de ne pas crier: "On joue pour vous, écoutez-nous!", mais plutôt de jouer pour nous. En levant peut-être un peu le pied dans l'intensité, mais en en donnant autant en plongeant un peu plus en profondeur. »

Un disque en deux parties

Les pièces de Reflektor ne sont pas de courts morceaux, mais des pièces longues, en multiples volets, allant jusqu'à six ou sept minutes — la toute dernière, Supersymmetry dure 11 minutes, mais sa finale noise s'étire un long moment. En tout, le disque fait environ 73 minutes. « Il y a beaucoup de choses à absorber », concède Tim Kingsbury, en faisant le parallèle avec le disque triple des Clash, Sandinista!

Parry lève les yeux au ciel. « Au fil de la construction du disque, on a délaissé quelques chansons, et dans un certain ordre de chansons, c'était incroyablement beaucoup trop, ça a été beaucoup de travail pour arriver avec un disque qui était agréable, et c'est pour ça qu'on a divisé le disque en deux. C'était trop de tout, tout le temps! »

Ces jours-ci, Arcade Fire s'attelle à rendre son Reflektor vivant pour la scène, endroit où ses rythmiques devraient prendre tout leur sens. « Il faut mettre le pied dedans, trouver ce qui marche, dit Kingsbury. On rassemble nos idées. »

On les sent prudents, peut-être en raison du beau risque musical qu'ils viennent de prendre. « D'ici la fin de l'année, on ne joue pratiquement que dans des petits clubs, des petites salles, on apprend comment jouer ça, dit Richard. Si on est pour se ridiculiser, aussi bien que ce soit devant 230 personnes plutôt que devant des dizaines de milliers de personnes dans un festival. On n'essaie pas de jouer au chat et à la souris, on réapprend un peu à être un groupe. »

Le Devoir

Écouter aussi Reflektor. La version intégrale de l'album diffusée sur le compte YouTube d'Arcade Fire. LeDevoir.com

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

La rédaction
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité
Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel
Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390